

PLATON JURISCONSULTE

ÉTUDE

sur le Droit privé et pénal de la Grèce ancienne

THESE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le 22 Mai 1923, à 2 heures

PAR

Pierre MALICET

Docteur en Droit

(Sciences politiques et économiques)

Président : M. CHÉNON.

Suffragants : MM. CUQ ;

COLLINET.

Τίνα οὖν ἂν σφέψιν καλλίω ποιησαί-
μεθα περὶ νόμων, ἢ τούτων, οἱ ταύτας
διακεκοσμήκασιν; ἢ πόλεων περὶ τίνων
εὐδοκιωτέρων τε καὶ μειζόνων κατοική-
σεων σχολοίμεθ' ἂν;

Lois, livre III.

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU et C^{ie}

ÉDITEURS

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

1923

PLATON

ÉTUDE

sur le Droit privé et public de la Grèce antique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

Présentée et soutenue le 22 Mai 1931 à 2 heures

Pierre MALICET

Docteur en Droit

(Sciences politiques et économiques)

Président : M. CHENON

Suffragants : MM. CLO

COLINET

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSAU
ROUSSAU & Co

14 rue Soufflot, 13

1931

ΩΡΕΓΜΕΝΟΝ ΤΟΙΣ ΠΑΤΡΑΣΙ

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

PLATON JURISCONSULTE

ÉTUDE

sur le Droit privé et pénal de la Grèce ancienne

THESE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le 22 Mai 1923, à 2 heures

PAR

Pierre MALICET

Docteur en Droit

(*Sciences politiques et économiques*)

Président : M. CHÉNON.

Suffragants : MM. CUQ ;
— *COLLINET.*

Τίνα οὖν ἂν σκέψιν καλλίω ποιησαί-
μεθα περί νόμων, ἢ τούτων, οἱ ταύτας
διακεκοσμήκασιν; ἢ πόλεον περί τίνων
εὐδοκιμωτέρων τε καὶ μειζόνων καταική-
σεων σκοποίμεθ' ἂν;

Lois, livre III.

PARIS
LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU et C^{ie}

ÉDITEURS

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

1923



P R E F A C E

Le droit moderne a de profondes racines dans les civilisations disparues. Un lien puissant unit toutes les législations de l'Histoire. Leur étude révèle le développement progressif du sentiment juridique de l'Humanité et le fonds permanent par où le passé et le présent s'unissent dans une aspiration toujours plus fervente vers le bien. Mais la règle du juste varie dans son application avec les temps et les lieux et c'est ainsi que nous sont révélées, à côté de ce fonds commun toujours en progrès malgré les éclipses de certaines périodes, les variations propres à chaque peuple, la physionomie juridique de chaque civilisation. C'est ainsi que l'étude de toutes les législations serait l'étude même de l'humanité.

Pour le jurisconsulte penché sur les anciens âges, c'est la comparaison des éléments communs du droit ancien et du droit moderne qui a le plus d'attrait ; c'est de cette comparaison qu'il tirera les enseignements les plus précieux.

Mais pourquoi, parmi tant de législations disparues avons-nous choisi le droit hellénique comme objet de cette étude ? D'autres civilisations plus anciennes ont laissé des monuments juridiques considérables. Le droit hindou et le droit mosaïque, par exemple, offrent un passionnant intérêt. Mais cette législation orientale nous apparaît comme empreinte d'un caractère religieux qui la différencie trop de nos conceptions actuelles. Ses lois sont divines plus qu'humaines et leur intérêt en est diminué pour le jurisconsulte.

Par ailleurs, le droit romain, ce monument colossal dont les dispositions forment encore les assises du droit moderne, présente dans sa forme primitive un caractère pratique et utilitaire, reflet des mœurs positives de l'ancienne Rome, qui semble peu fait pour séduire le chercheur épris d'idéal.

Nous avons voulu reposer notre esprit au contact d'une civilisation plus brillante et plus artistique. Nous n'y trouverons pas une législation aussi complète, des détours aussi ingénieux, des créations aussi pratiques que chez les rudes habitants du Latium. Mais peut-être découvrirons-nous dans ces premiers efforts de la raison humaine quelques-uns des principes élevés, quelques-unes des idées supérieures dont s'enorgueillit notre droit moderne.

A la vérité aucun monument de cette législation n'est parvenu intact jusqu'à nous. Les coutumes recueillies sous forme de chants populaires se transmettaient ainsi de génération en génération. Les lois et les chants avaient reçu le même nom, *nomos* : « les anciens ont appelé du nom

de lois les airs qu'on joue sur le luth » (1). Et il n'est pas de plus frappant symbole de cette civilisation légère, poétique et raffinée. A Sparte les lois de Lycurgue vécurent ainsi. A Athènes, au *vi*^e siècle avant Jésus-Christ, Solon fit graver les préceptes législatifs sur des tables de bois conservées dans l'Acropole. Peu à peu le droit se compléta, mais la Grèce était trop divisée pour donner naissance à une législation unique fermement assise, et l'institution des tribunaux populaires s'opposait à la formation d'une tradition juridique. Néanmoins des philosophes et des penseurs furent amenés à réfléchir sur le droit qu'on appliquait autour d'eux. Ils s'efforcèrent de remonter aux principes généraux, et l'on peut à juste titre les considérer comme de véritables jurisconsultes.

Malheureusement bien peu de leurs ouvrages nous sont parvenus. Et seules les œuvres juridiques de Platon ont eu l'heureuse fortune d'arriver jusqu'à nous. Il est donc bien naturel que nous les ayons choisies comme objet et comme base de nos recherches.

(1) Lois, VII.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

CHAPITRE PREMIER

PLATON. — LES DIALOGUES DES LOIS

Platon (429-348) est considéré d'ordinaire comme philosophe et le côté juridique de ses œuvres ne semble guère avoir attiré l'attention des érudits. Dans la *République*, il avait élaboré un plan de réforme sociale où le jurisconsulte peut trouver à glaner; mais cet ouvrage, rempli de vues hardies sur la justice et l'organisation de la société sur la base du communisme, touche beaucoup plus à la philosophie, à la sociologie et au droit public qu'au droit privé.

Arrivé au soir de sa vie, Platon sentit le besoin de faire œuvre plus pratique. Les *Dialogues des Lois* sont nés de ce dernier effort du grand penseur; et c'est cet ouvrage, véritable introduction à l'histoire du droit grec, que nous essaierons d'analyser dans les pages suivantes.

La lecture de ce travail, divisé en douze livres, donne l'impression de quelque chose d'inachevé. La mort, sans doute, a empêché Platon d'y mettre la dernière main. Toutes les idées y sont jetées pêle-mêle dans un désordre déconcertant, malgré le plan posé par l'auteur. Des lon-

guez interminables en rendent la lecture pénible. On y trouve tour à tour des pensées philosophiques, des préceptes de droit, des considérations sur la musique et les mathématiques, des conseils de morale et d'hygiène. Mais que de perles dans ce bavardage, que de pensées profondes, de remarques dignes des plus grands penseurs des temps modernes, et quelle élévation de sentiments ! Mais le but de cette étude nous obligera à laisser de côté, bien à regret, toutes les beautés étrangères à la législation. Nous nous sommes efforcés de cueillir çà et là toutes les règles du droit privé et du droit criminel pour en reconstituer l'ensemble. Cette tâche s'est trouvée compliquée du fait que les traductions de l'ouvrage sont assez imparfaites. Il est prudent parfois de se reporter au texte grec pour comprendre certaines expressions juridiques sujettes à plusieurs interprétations. De plus les traducteurs, esclaves de la tournure grecque, n'ont pas toujours donné à leur travail l'allure de la phrase française et la lecture en est ainsi rendue moins attrayante (1).

L'œuvre que nous avons entrepris d'étudier se présente sous forme de dialogue entre trois personnages, Clinias de l'île de Crète, Mégille de Sparte et un troisième, l'Athénien, qui se rendent de la ville de Cnosse à l'autel de Jupiter au mont Ida. Clinias expose qu'il est chargé de présider à la fondation d'une colonie et de lui donner des lois. C'est l'occasion pour l'Athénien de développer son

(1) Nos citations seront toujours très libres. Nous nous sommes permis d'alléger la traduction en supprimant beaucoup de longueurs et de redites.

plan de législation ; Platon parle par sa bouche. Les deux autres se bornent à poser à propos les questions nécessaires à l'exposé et à approuver toutes les théories émises avec l'admiration la moins dissimulée.

Voici le plan adopté par l'auteur (I. 268) (1) : il dédaigne les classifications abstraites et calque le droit sur la vie ; on règlera d'abord les mariages, puis la naissance et l'éducation des enfants. On les suivra dans la vie, les approuvant ou les condamnant suivant les règles de la Raison. On règlera ensuite l'acquisition et l'usage des richesses, la matière des conventions, les peines à infliger à ceux qui violent les lois, et l'on terminera par les dispositions relatives aux sépultures.

Ce monument est-il sorti tout entier du cerveau de Platon ou devons-nous y retrouver l'image des législations de la Grèce ? On peut dire que le droit de la Crète, de Sparte et d'Athènes constitue le fond du livre et que l'auteur a cherché seulement à l'unifier et à l'améliorer selon les principes de sa philosophie. Il le dit lui-même : « Pourrions-nous choisir pour objet de nos réflexions de plus belles lois que celles qui ont servi à policer ces trois Etats ? » (III 305). Et ailleurs : « Nous avons mission de choisir parmi nos lois celles qui nous plairont davantage et de recourir même à celles des étrangers » (III 317).

Comment pourrait-il en être autrement ? Sans nous en

(1) Le chiffre romain indique celui des livres « Lois » d'où est tirée la citation, et les chiffres arabes la page du texte grec : *Platonis opera ex recensione C. E. Schneideri, MDCCC, volumen secundum.*

rendre compte nous sommes imprégnés des mœurs qui nous environnent et si les esprits novateurs réussissent parfois à s'élever à des notions supérieures, c'est toujours en prenant pour base ce qu'ils ont sous les yeux.

Rien de plus intéressant dans ces conditions que de faire dans les *Dialogues des Lois* la part de la réalité et celle de la création. Et nous ne manquerons pas, en comparant la législation de la cité du rêve avec celles des différentes régions de l'Hellade, de faire cette discrimination dans la faible mesure de nos moyens.

Mais *Ιωμεν δὴ καὶ μὴ μέλλωμεν ἔτι* (1) comme le répète si souvent jusqu'au milieu de son livre notre intarissable Athénien.

(1) Ne différons pas davantage et entrons dans notre sujet.

CHAPITRE II

L'ORGANISATION JUDICIAIRE. — LA LOI

« Il y a dans tout gouvernement deux choses fondamentales: l'institution des magistrats et la Loi» (V 339).

L'institution des magistrats relevant du droit public, nous n'en dirons que le strict nécessaire pour l'intelligence de ce qui va suivre. L'assemblée du peuple gouverne sous le contrôle du Sénat. Ce dernier est subordonné à trente-sept gardiens des lois, νομοφύλακες, dont les pouvoirs sont très étendus. Comme tout magistrat, ils rendent la justice en certaines matières. Au-dessus de ces pouvoirs se trouve un collège de douze censeurs εὐθύναι, et un conseil nocturne composé des dix gardiens des lois les plus âgés.

Platon parle ensuite des tribunaux proprement dits : « Que le plus sacré des tribunaux soit celui que les parties se seront donné elles-mêmes et qu'elles auront élu d'un commun accord. Outre celui-là il en sera établi deux, l'un pour juger les causes de particulier à particulier, lorsqu'un citoyen, se prétendant lésé dans ses

droits par un autre, le citera devant les juges pour en avoir raison, l'autre pour le cas où, par zèle pour le bien public, on voudra dénoncer ceux qu'on croira avoir nui aux intérêts de l'Etat » (VI. 361).

« Le premier tribunal, ouvert à tous les particuliers qui, après avoir plaidé deux fois, n'auront pu s'accorder, sera formé de la manière suivante : le dernier jour avant le mois qui suit le solstice d'été, mois où commence la nouvelle année (juin), tous ceux qui sont titulaires de charges s'assembleront dans un des temples de la cité ; et là, après avoir prêté serment au dieu, ils lui offriront en quelque sorte les prémices de tous les corps de magistrature en choisissant pour juge dans chacun d'eux le magistrat qui jouira d'une plus grande réputation de probité, et qui leur paraîtra devoir rendre la justice aux citoyens avec le plus de lumières et d'intégrité dans le cours de l'année suivante. Ce choix sera suivi de l'examen de chacun des élus par ceux-là mêmes qui l'ont nommé ; si l'un d'eux est rejeté, on lui substituera un autre citoyen choisi de la même façon. » (VI 361).

« A l'égard des crimes d'Etat, il est nécessaire que le peuple ait part au jugement, puisque tous les citoyens sont lésés lorsque l'Etat est lésé. Ainsi ce sera au peuple que ces causes seront portées directement, et il décidera en dernier ressort. » (VI 361)

« Il faut encore, autant qu'il se pourra, que tous aient part aux jugements touchant les causes privées. Car ceux qui se voient exclus de tout droit de juger s'imaginent être entièrement privés des droits de citoyen. C'est

pourquoi il est nécessaire qu'on établisse des tribunaux pour chaque tribu, et que des juges inflexibles, nommés par le sort, décident sur le champ des différends qui s'élèveront. La décision finale de ces sortes de causes appartiendra au tribunal dont nous avons parlé plus haut, composé des juges les plus intègres qu'il soit possible de trouver, et destiné à mettre fin aux procès qui n'auront pu être vidés par une sentence arbitrale des voisins, ni par les juges de la tribu. » (VI 362)

Terminons en disant quelques mots de certains magistrats que nous verrons appelés à juger dans des cas spéciaux : les *astynomes* sont chargés de la police des rues et des édifices ; les *agoranomes* réglementent les marchés ; les *prêtres* sont responsables de l'ordre dans les temples et jugent certains différends entre étrangers ; enfin les *agronomes* ou chefs de gardes, assurent avec les gardes la police des campagnes ; ils jugent à cinq les dommages de peu d'importance, et, associés à douze gardes, les procès jusqu'à trois mines. Nous retrouverons ces divers magistrats au cours de notre étude.

Toute cette organisation est calquée sur les institutions réelles de la Grèce. Et si nous les prenions l'une après l'autre, ce qui n'entre pas dans le cadre de notre travail, il nous serait facile d'en trouver l'équivalent, malgré quelques modifications de détail, dans presque toutes les régions de l'Hellade.

A Athènes, les trois premiers archontes, l'éponyme, le roi et le polémarque rendaient chacun la justice, secondés par deux proèdres. Les six autres archontes, les thesmo-

thètes, outre leur juridiction commerciale, administrative et de police, jugeaient comme les premiers les plaintes des citoyens, mais en premier ressort seulement. L'appel était porté devant le tribunal des héliastes composé de six mille citoyens de plus de trente ans désignés par le sort divisés en douze commissions. Ce tribunal était seul compétent pour les affaires graves et les causes politiques.

Au-dessus de toutes ces institutions siégeait l'Aréopage dont la juridiction était illimitée. Il poursuivait d'office les crimes contre les dieux ou contre l'Etat.

Nous retrouvons ainsi sous des noms différents l'organisation exposée par Platon.

Les magistrats une fois institués, quelles lois vont-ils promulguer ou appliquer ? Il va nous le dire.

« A toutes les passions préside la Raison qui prononce sur ce qu'elles ont de bon ou de mauvais. Et lorsque le jugement de la raison devient la décision commune d'un Etat, il prend le nom de loi. » (I 277)

« Le législateur doit se proposer trois choses dans l'institution de ses lois : que la liberté, la concorde, et les lumières règnent dans l'Etat. » (III 317). Il doit tendre à un seul et unique but, la vertu, c'est-à-dire la sagesse. Il lui faut combattre l'ignorance qui est le dégoût de ce qu'on doit juger beau et bon et l'amour de ce qu'on devrait trouver mauvais ou injuste (III 307).

Il se préoccupera d'abord de l'âme, puis du corps, enfin des richesses justement acquises.

Il cherchera, en mettant ses lois en harmonie avec le

climat, à améliorer les hommes susceptibles d'amendement et à supprimer les autres.

Les lois actuelles sont malheureusement le résultat des circonstances et le fruit du hasard. Platon cherche à mieux faire. Il reconnaît que c'est une tâche difficile et qu'il est loin lui-même d'être un parfait législateur, mais il espère le devenir. Cette étude des lois est la plus capable de rendre meilleur celui qui s'y adonne. Par elle il cherche le moyen de faire régner la justice, c'est-à-dire l'égalité entre choses inégales et de procurer à ses concitoyens le bonheur par la vertu (IV 321; V 346; VI 354; IX 422, 424; XII 491, 496, 499).

Mais va-t-il se borner à des ordres brutaux? Non. Le législateur doit avant tout persuader. Platon voudrait que tous se portent de bon gré à la pratique du Bien. Il cherche à créer une opinion courante qui condamne et qui loue dans le même sens que la loi. Pour cela il faut faire précéder celle-ci d'un préambule qui en montre la sagesse et la nécessité. Comme le médecin, qui devrait toujours expliquer le but et le mécanisme des remèdes qu'il prescrit, le législateur doit convaincre les hommes et agir sur eux par la persuasion (II 290; IV 329-332). Il lui faut disposer celui auquel la loi s'adresse à recevoir avec bienveillance et docilité l'ordre qu'elle va lui intimer, en lui expliquant les raisons qui le rendent nécessaire (1).

(1) D'après Cicéron, Platon aurait emprunté cette idée à Zaleucus, législateur des Locriens, et à Charondas, législateur des Thuriniens.

Le législateur se contentera d'ailleurs souvent de ce moyen persuasif, sans édicter de lois. Son rôle n'est pas seulement d'ordonner mais aussi de blâmer et d'approuver. Beaucoup de préceptes resteront ainsi à l'état de règles de conduite et le parfait citoyen ne devra pas être moins docile à ces conseils qu'aux dispositions sanctionnées par la loi positive (VII 400).

Les *Dialogues* sont remplis de ces préceptes de morale et d'hygiène et il est souvent difficile de les distinguer des dispositions législatives proprement dites.

Tout est ainsi minutieusement réglé. L'individu, qu'on veut protéger contre ses passions, a perdu toute liberté et toute indépendance. Ses actes les plus intimes sont contrôlés et réglementés. L'Etat a sur lui un pouvoir absolu. Platon avait, dans la *République*, poussé ce principe jusqu'à ses plus extrêmes conséquences. L'Etat possédait tout et décidait de tout, réglant dans les plus petits détails la vie quotidienne de ses membres, candidats forcés à la vertu immuable et uniforme. Dans les *Lois* Platon a consenti, bien à regret, quelques concessions. Mais nous allons voir, en étudiant les différentes branches du droit, qu'il a toujours envisagé la loi, non seulement comme l'instrument de l'harmonie sociale, mais surtout comme le moyen d'élever l'âme, de gré ou de force, aux régions supérieures de la sagesse (1).

(1) On pourrait trouver trace de cette conception dans certaines institutions de l'Hellade.

CHAPITRE III

CITOYENS. — ETRANGERS. — ESCLAVES

Platon distingue plusieurs catégories parmi les habitants de la Cité qu'il organise : les citoyens, les étrangers, les esclaves et les affranchis.

Le nombre des citoyens est fixé à l'avance d'une façon immuable au chiffre de 5.040, commode à raison de sa divisibilité (1). On partage en autant de lots la terre et les maisons. Ces habitants sont divisés en quatre classes d'après leur fortune (V 341, 346).

Platon peut facilement donner ici libre cours à sa fantaisie et créer un plan conforme à ses vues, puisque dans la colonie qu'il organise par la pensée il n'est tributaire d'aucune situation acquise. Aussi cet arrangement théorique s'écarte-t-il forcément un peu de la réalité.

A Athènes, les citoyens comprenaient d'abord les fondateurs de la Cité, puis les généraux heureux, les fon-

(1) C'est à peu près le nombre généralement adopté pour les colonies grecques.

tionnaires illustres et certains bienfaiteurs étrangers. On était citoyen par droit de naissance ou par acquisition des droits de cité conférés par le peuple assemblé, votant par deux fois au nombre d'au moins six mille. Solon avait, comme Platon, divisé les citoyens en quatre classes d'après leur richesse. Ceux de la quatrième classe, les mercenaires, étaient exclus des magistratures publiques. Au-dessous d'eux se plaçaient les *ἄτιμοι*, citoyens déchus de certains droits par des condamnations.

Quant à la capacité des femmes de la classe des citoyens, voici ce qu'en dit Platon : « Toute femme de condition libre, au-dessus de quarante ans, qui ne sera pas en jouissance de mari, pourra témoigner, faire valoir les droits d'autrui et même intenter une action en son propre nom ; mais, du vivant de son mari, elle ne pourra que témoigner. » (XI 479). A partir de quarante ans, elle peut exercer les fonctions publiques de prêtresse et de surveillante des mariages. De trente à cinquante ans, elle est soumise à la réquisition pour la défense du pays. On doit la faire sortir de son gynécée et l'assujettir aux mêmes exercices que les hommes (VI 373).

Platon semble plus généreux pour la femme que la loi athénienne, qui l'assimilait aux mineurs et aux esclaves au point de vue de la capacité ; les déclarations qu'elle faisait sous serment dans les procès ne liaient pas le juge ; elle restait en tutelle toute sa vie ; soumise d'abord à celle de son père puis de son mari, elle tombait après la mort de celui-ci, sous celle de son fils, ou à défaut, de son père, de ses frères, de l'aïeul, des collatéraux ; elle ne

pouvait faire aucun acte juridique d'une importance supérieure à la valeur d'une mesure de bois de soixante kilos.

A côté des citoyens nous trouvons les étrangers. Ils ont toujours reçu en Grèce, à Sparte excepté, une hospitalité convenable. Platon n'a garde de déroger à cette coutume. Parmi les voyageurs, il distingue ceux qui viennent exercer un commerce, qui seront surveillés et qu'on fréquentera le moins possible, et ceux que seule la curiosité attire. Les prêtres recevront ces derniers dans des bâtiments spéciaux et veilleront à ce qu'ils ne manquent de rien et jouissent de tout. S'ils viennent pour des affaires d'Etat, les généraux, les hipparques et les taxiarques les hébergeront de concert avec les prytanes. S'ils ont pour but d'étudier les mœurs de la cité, ils devront avoir au moins cinquante ans, on les instruira sur tout, et ils partiront comblés d'honneurs et de présents (XII 489).

Mais ceux qui viendront s'installer à demeure devront exercer un métier, et ils ne pourront rester dans la cité plus de vingt ans à compter du jour de leur inscription ou de leur quinzième année, à moins d'une autorisation spéciale. Avant de se retirer ils iront chez les magistrats effacer les déclarations qu'ils ont faites sur leur fortune. Leur enrichissement est limité : tout étranger dont les biens dépasseraient le troisième cens est obligé de quitter l'Etat dans les trente jours sous peine de mort et de confiscation prononcées par les tribunaux de tribu ou des arbitres volontairement choisis (VIII 418; XI 462).

Platon n'assujettit pas l'étranger aux taxes imposées

à Athènes au métèque (1). Il ne parle pas de l'obligation pour lui de se donner un patron. Mais nous verrons qu'en maintes circonstances les étrangers sont l'objet de dispositions spéciales qui rendent leur situation bien inférieure à celle des citoyens.

Il nous reste à parler des esclaves. On constate avec peine que Platon ne discute pas un instant la légitimité de l'esclavage. C'est d'après lui une institution aussi difficile à condamner qu'à justifier. Et il ajoute bien vite que la distinction de l'homme libre et de l'esclave, comme celle du maître et du serviteur, a été introduite par la nécessité (VI 368). Mais ne soyons pas trop sévères. Peut-être, dans vingt-deux siècles, quelque sociologue s'étonnera-t-il que nos jurisconsultes modernes aient admis tout naturellement, comme Platon, la distinction du maître et du serviteur.

Dans l'Attique, les esclaves formaient les trois quarts de la population. Les uns étaient chargés de services publics, et leur condition se rapprochait de celle des étrangers. Les autres étaient la propriété des particuliers. Ils étaient beaucoup mieux traités que dans aucun autre pays, et leurs maîtres n'avaient pas sur eux droit de vie et de mort. Nous aurons néanmoins l'occasion de constater souvent l'infériorité de la situation qui leur était faite.

Platon recommande de les bien traiter, non pas seule-

(1) Etranger admis à domicile.

ment par humanité, mais surtout par intérêt. Nous devons être, s'il se peut, plus équitables envers eux qu'envers nos égaux ; pouvant les maltraiter impunément, notre justice n'en sera que plus méritoire. Mais il convient de les punir sévèrement et de prendre avec eux un ton de maître.

Nous verrons que Platon les affranchit très facilement pour les récompenser des bonnes actions et des dénonciations dont ils sont les auteurs. Dans la loi athénienne l'esclave pouvait aussi se racheter au moyen de son pécule. On le libérait par testament ou par acte entre vifs sans aucune formalité spéciale.

Une fois affranchi il était traité aussi bien qu'un étranger. Il avait pour patron son ancien maître auquel il devait certains égards sous peine d'être poursuivi par la *δίχη ἀποστασίου*. Il avait l'obligation de se rendre chez lui trois fois par mois pour lui offrir ses services ; il ne pouvait se marier sans son consentement ; s'il devenait plus riche que celui auquel il devait la liberté, le surplus était attribué à ce dernier. Platon ne l'autorise pas à demeurer plus de vingt ans dans l'Etat, sauf permission spéciale. Si ses biens viennent à dépasser le montant du troisième cens, il devra s'exiler sous peine de mort. (XI 462).

CHAPITRE IV

LE MARIAGE

Platon dans la *République* avait supprimé la famille : les femmes étaient communes à tous les hommes, les enfants appartenaient à tous. Malgré l'opinion courante, on peut dire qu'il n'a rien renié de ses idées dans son dernier ouvrage. Nous y lisons en effet que les lois les meilleures et les plus justes seraient celles qui rendraient les femmes communes, les enfants communs, les biens de toute espèce communs, et que ce serait là le comble de la sagesse politique et le comble du bonheur. L'auteur ajoute : « il ne faut pas chercher ailleurs le modèle d'un gouvernement ; on doit en approcher le plus qu'il se pourra. L'Etat que nous avons entrepris de fonder sera très peu éloigné de cet exemplaire immortel... » (V 342). Malgré cette affirmation, Platon va organiser la famille et en régler minutieusement tous les rouages.

Il commence par le mariage. Les jeunes gens doivent se marier entre 25 et 35 ans, ou mieux entre 30 et 35, les filles entre 16 et 20 ans, ou plutôt entre 18 et 20.

C'est le plus long délai qu'on puisse leur accorder. Chacun réfléchira que la nature humaine aspire naturellement à l'immortalité par le désir de ne pas tomber dans l'oubli après la mort. Les hommes peuvent se procurer cette espèce d'immortalité en revivant dans les générations successives. Si ce moyen de persuasion ne suffit pas, si un jeune homme atteint 35 ans sans être marié, il paiera chaque année une amende et ne pourra prétendre au moindre respect ni à la moindre déférence (IV 330; VI 373, 365, 366).

Dans certaines circonstances la loi rend le mariage obligatoire. Si un père meurt sans testament en laissant des filles, ces filles, appelées *épiclères*, sont forcées, comme nous le verrons au chapitre des successions, d'épouser leur plus proche parent. Une seule condition est requise, c'est que les âges soient en rapport. « Les juges décident si l'on est d'âge nubile ou non par l'inspection du corps, *δοκιμασία*, tant des garçons que des filles; mais les filles ne sont découvertes et examinées que jusqu'au ventre. » (XI 469, 470).

Pour atténuer la rigueur de cette obligation, « si quelqu'un a sujet de se plaindre des lois testamentaires en ce qui concerne le mariage, et si un des parents du défunt ou un des tuteurs de ses enfants en appelle aux quinze gardiens des lois établis par le législateur comme les arbitres et les pères des orphelins, les parties iront faire valoir leurs raisons devant eux et s'en tiendront à leur décision (1). Si l'on croyait que ce fût attribuer une

(1) Ils sont chargés de « l'adjudication » de l'épiclère, *ἐπιδικασία*.

trop grande autorité aux gardiens des lois, on obligera les parties à comparaître au tribunal des juges d'élite, et à plaider leur cause devant eux. Celui qui succombera est couvert par avance de honte et d'ignominie par le législateur, punition plus grande pour un homme sensé, qu'une forte amende pécuniaire. » (XI 471).

Après l'examen de ces cas d'union forcée, il nous faut revenir aux règles générales du mariage. Platon souhaite que les jeunes gens riches épousent des jeunes filles pauvres et que les caractères opposés s'unissent, mais il n'ose pas formuler de lois à cet égard.

Par contre il interdit sous peine d'amende, comme à Lacédémone, la constitution d'une dot au profit de l'épousée : celui qui ne donne rien ne doit rien recevoir. Les femmes en seront moins insolentes et les maris moins esclaves (VI 365).

Voici les personnes appelées à garantir la conclusion de l'union projetée : « Les cautions valables pour la promesse de mariage sont en premier lieu celle du père, ensuite celle de l'aïeul, puis celle des frères consanguins. Si l'on n'a aucun parent du côté paternel, les cautions du côté de la mère seront valables dans le même ordre. Et si, par un accident extraordinaire on avait perdu tous ses parents, alors les alliés les plus proches avec les tuteurs seront reçus à caution. » (VI 366).

Il faut maintenant régler la façon dont les nouveaux époux vivront, au moins pendant la première année. Ce serait une erreur de croire qu'il suffit de garantir par des lois l'ordre public et qu'on doit s'abstenir de descendre

jusque dans la famille. Il serait mauvais de laisser à chacun la liberté de se conduire à sa guise dans son intérieur.

Les nouveaux mariés prendront leurs repas dans des salles communes comme avant leur mariage, ainsi que cela se pratique en Crète et à Sparte. Les femmes seront assujetties à la vie commune comme leurs maris, contrairement aux habitudes reçues. Des inspectrices des mariages, parmi lesquelles pourront se trouver les mères des épouses, s'assembleront tous les jours dans le temple de Junon Ilithye déesse de l'accouchement, pendant la troisième partie d'une heure. Là elles assisteront aux rapprochements et se rendront compte de la négligence des maris ou des femmes qui doivent donner des enfants à l'Etat à s'acquitter de leurs devoirs conjugaux. L'espace de temps où les époux auront des enfants et où l'on veillera sur eux à cet égard sera de dix ans ; on ne l'étendra pas au delà lorsque le mariage aura été fécond. Les inspectrices seront chargées de l'examen corporel des époux qui se comporteraient mal ; elles les remettront dans le droit chemin. Si elles n'y peuvent réussir, elles porteront plainte aux gardiens des lois qui dénonceront les coupables au public en affichant leurs noms (VI 370, 373).

Comme le nombre de 5.040 familles doit rester immuable, il faudra interdire la génération quand elle sera trop abondante et la favoriser dans le cas contraire.

Ceux qui n'auraient pas eu d'enfants au bout de dix ans seront séparés après avis de leurs parents et des inspec-

trices. S'il s'élève quelque contestation, elle sera tranchée par dix gardiens des lois.

A cette cause de divorce Platon en ajoute une autre : « Si le mari et la femme ne s'accordaient pas par suite d'incompatibilité d'humeur, dix gardiens des lois et autant d'inspectrices seront chargés d'accommoder ces différends par leur bienveillante intervention. S'ils réussissent à les réconcilier, on s'inclinera devant leurs décisions. Mais si les caractères étaient trop aigris, les conjoints seront séparés. »

Platon ne va pas abandonner ainsi à eux-mêmes les époux divorcés ; il pense de suite à leur faire contracter de nouveaux liens (1) : « Comme il est à croire que leurs querelles sont causées par un caractère peu endurant, on tâchera de les assortir à des personnes plus douces. On se préoccupera dans ces nouvelles unions du nombre d'enfants nés du précédent mariage. S'il est suffisant, on se proposera uniquement pour but que les nouveaux époux puissent parvenir ensemble à la vieillesse dans une déférence mutuelle. » (XI 473).

« Si un mari vient à perdre sa femme, et qu'il lui reste d'elle plusieurs garçons et plusieurs filles, la loi lui conseille d'élever ses enfants sans leur donner une marâtre ; mais elle ne l'y contraint pas. S'il n'en a point eu d'enfants, elle l'oblige à se remarier jusqu'à ce qu'il en ait

(1) Il ne reproduit pas l'ingénieuse loi de Charondas qui interdisait à l'époux divorcé de se remarier avec une femme plus jeune que la première et réciproquement.

assez pour le soutien de sa maison et de l'État. Si le mari meurt le premier laissant un nombre suffisant de fils et de filles, la mère les élèvera et restera veuve. Néanmoins si l'on estimait qu'elle est trop jeune pour pouvoir se passer de mari sans compromettre sa santé, ses proches parents consulteront à cet égard les surveillantes des mariages et elle s'en tiendra à leur décision commune. Mais si elle n'a pas d'enfant de son époux, elle se remariera pour en avoir. Il lui faut au moins un garçon et une fille. » (XI 474).

Jetons maintenant un regard sur la législation réelle de la Grèce pour la comparer à celle de Platon. Après avoir emprunté comme en beaucoup de pays le caractère de l'achat, le mariage prit la forme d'une cérémonie religieuse accompagnée d'une convention écrite. Les hommes pouvaient se marier dès l'âge de dix-huit ans et les filles dès l'âge de quinze ans. Les unions entre frères et sœurs étaient primitivement admises, mais plus tard elles furent interdites entre enfants de la même mère. On ne pouvait s'unir qu'entre citoyens ou avec certains étrangers favorisés. On reconnaissait à côté du mariage une sorte de concubinat légal analogue à celui qui existait à Rome. Le célibataire endurci était l'objet des railleries de tous. A Sparte on lui intentait une action publique, *ἀναπίου γράση*, qui entraînait l'atimie.

Nous retrouvons aussi le mariage forcé, qui finit d'ailleurs par tomber en désuétude : la femme qui avait recueilli une succession, l'épiclère, était obligée d'épou-

ser son plus proche parent. La loi de Gortyne présente à cet égard des analogies frappantes avec une partie du système de Platon. La femme ainsi mariée qui n'avait pas d'enfant de son époux, pouvait essayer d'en avoir d'un parent de celui-ci. Si la personne désignée par la loi pour l'union était déjà mariée, elle devait divorcer. Mais la loi de Solon la déliait de son obligation à la condition qu'elle fournît une dot à l'épiclère. La loi de Gortyne était encore plus respectueuse de la liberté.

La fille non épiclère était mariée par le parent sous la tutelle duquel elle se trouvait ou à défaut par l'archonte éponyme. Le consentement de l'intéressée, demandé en fait, n'était pas exigé par la loi. Le contrat passé entre le jeune homme et les parents de la future épouse portait le même nom que le cautionnement, ἐγγύη, ces derniers se portant garants de l'état civil de leur fille.

Nous savons que Platon interdit la dot. Il permet seulement de donner un trousseau d'une valeur de cinquante drachmes à deux mines suivant les classes (V 344; VI 366). Bien qu'on trouve des dispositions de ce genre dans différentes régions, on peut affirmer que l'usage de la dot était général en Grèce. A Athènes, la coutume voulait que le père donnât à sa fille le dixième des biens qu'il tenait de ses ancêtres. Le versement était constaté par un acte écrit solennel. L'époux devait donner un gage ou une hypothèque pour en garantir le remboursement. C'était la dot qui seule permettait de distinguer le mariage du concubinat. Elle garantissait la femme contre une répudiation trop facile car, si le divorce était admis sans

aucune formalité, du moins le mari devait en cas de séparation en restituer le montant.

De son côté le fiancé était tenu de faire un don à sa fiancée ; mais après le mariage les donations réciproques étaient interdites.

En ce qui concerne la réglementation des rapports entre époux, on n'en trouve guère d'équivalent dans la législation athénienne. Cependant la loi de Solon permettait au plus proche parent du mari de surveiller les rapports conjugaux des épicières et, le cas échéant, de faire rompre le mariage à son profit.

Après la mort de l'époux, la femme, à la différence de la concubine, pouvait rester avec les enfants dans la maison conjugale. Si le mariage était dissous par la mort de l'épouse, le mari conservait la jouissance de la dot jusqu'à la majorité des enfants. Il conservait également les biens advenus à la femme si le mariage avait été stérile.

CHAPITRE V

LES ENFANTS

Platon organise l'état civil de la façon suivante : les nouveau-nés sont inscrits dans les chapelles domestiques et dans chaque phratrie sur une muraille blanche. On efface au fur et à mesure les noms des morts (VI 373). La loi athénienne contenait des dispositions analogues. La date était indiquée par le nom de l'archonte éponyme. Les présentations d'enfants étaient faites chaque année avec déclaration sous serment par les pères à la fête des *Apaturies*. Si une contestation s'élevait, elle était tranchée par un vote.

Les *Dialogues* abondent en conseils sur la façon d'élever les enfants. Mais Platon n'ose pas légiférer sur ce point par crainte du ridicule, et nous n'insisterons pas sur cette partie de l'ouvrage. L'hygiène des femmes enceintes et des nourrices, leur surveillance, l'éducation des jeunes gens, rien n'est laissé au hasard. Si Platon renonce au système esquissé dans la *République* où les enfants sont élevés en commun sans connaître leurs

parents, il enseigne encore qu'ils appartiennent à l'Etat avant d'appartenir à leurs familles. Celles-ci ne sont pas libres de négliger leur éducation, qui doit être la même pour les garçons et les filles (VII 375, 378, 386).

Platon ne nous renseigne pas sur l'étendue de la puissance paternelle, et nous sommes obligés de nous reporter sur ce point aux dispositions des lois helléniques. L'autorité du père de famille était beaucoup moins étendue en Grèce qu'à Rome. Il n'avait pas le droit de vie et de mort sur ses enfants, et ne pouvait que leur infliger des châtimens bénins. Les mineurs n'avaient aucune capacité juridique et ne pouvaient contracter sans le consentement du *παιτήρ* qui administrait leurs biens jusqu'à leur majorité. La puissance paternelle cessait lors de celle-ci ou au mariage de l'enfant. A dix-huit ans les fils étaient inscrits sur les registres des *dèmes* et conduits dans l'assemblée du peuple. Armés du javelot ils prêtaient serment à la République. Après deux ans de service militaire, on les inscrivait sur les registres des *ecclésiés* et ils jouissaient dès lors des droits politiques.

Le père ne pouvait pas vendre ses enfants, mais il avait le droit de les expulser. Voici comment Platon s'exprime à ce sujet : « Dans tout autre gouvernement que le nôtre, un fils publiquement renié ne perd pas nécessairement la qualité de citoyen. Mais chez nous c'est une nécessité que cet enfant quitte sa patrie, car il ne doit pas s'y former une famille au delà des cinq mille quarante. C'est pourquoi il faut que celui qui sera juridiquement condamné à cette peine soit renié non seulement par son

père, mais par toute sa famille. Aussi quiconque, avec ou sans raison, aura conçu ce triste projet ne pourra l'exécuter sur-le-champ ; mais il lui faudra d'abord assembler tous ses parents jusqu'aux cousins et tous les parents maternels de l'enfant ; il leur exposera ses raisons. Le fils aura le droit de se défendre. Si les raisons du père l'emportent et qu'il ait pour lui plus de la moitié des suffrages des parents d'âge mûr, hommes ou femmes, hormis l'accusateur, la mère et l'accusé, alors il sera permis au père de renier son fils. Tout citoyen est libre ensuite de l'adopter. Si dans l'espace de dix ans (1) personne ne l'adopte, on lui procurera dans les colonies une situation convenable. » (XI 473).

Ailleurs Platon décide que ceux qui auront plusieurs garçons en cèderont à ceux de leurs concitoyens qui en sont dépourvus.

Si la puissance paternelle est moins absolue qu'à Rome, les enfants n'en doivent pas moins le plus grand respect à leurs parents. C'est au point, comme nous le verrons, qu'il ne leur est pas permis de se défendre contre leurs brutalités. Ils peuvent néanmoins les faire interdire par la *δίκη παρνοίας* en cas de démence ou de sénilité, après avoir pris avis des plus anciens gardiens des lois (XI 473). Dans ce cas ils doivent les garder à la maison s'ils sont dangereux, sous peine d'amende.

Il nous reste à parler des enfants naturels nés de rela-

(1) MM. Grou et Saisset traduisent, à tort selon nous : « s'il a atteint l'âge de dix ans. » Il ne semble pas qu'on puisse renier un enfant avant cet âge.

tions entre personnes de situation sociale différente. Leur sort est réglé de la façon suivante : si une esclave a commerce avec un esclave, un homme libre ou un affranchi, l'enfant issu de cette union appartiendra au maître de cette esclave. L'enfant né d'une femme libre et d'un esclave appartiendra au maître de ce dernier. Si un maître a un enfant de sa propre esclave, ou une maîtresse de son esclave, et que leurs relations soient connues, cet enfant sera relégué dans un autre pays avec sa mère ou son père esclave (XI 474).

A la mort de leurs parents, les enfants sont soumis à l'autorité d'un tuteur. « Si le testateur laisse en mourant des enfants mineurs, il leur donnera par son testament pour tuteurs ceux qui lui conviendront en tel nombre qu'il voudra pourvu qu'ils s'engagent à accepter cette charge. Toute institution de tuteurs ainsi faite sera valable. A défaut de nomination de ce genre, la tutelle appartiendra aux plus proches parents du côté du père et de la mère, deux de chaque côté, auxquels on joindra un des amis du défunt. Les gardiens des lois nommeront des tuteurs aux orphelins qui en auront besoin, et les quinze plus anciens d'entre eux seront chargés de tout ce qui concerne cette matière. Ils se partageront de manière que chaque année trois d'entre eux s'acquittent de cette fonction jusqu'à ce qu'après cinq ans révolus tous les quinze y aient passé. » (XI 469).

« Que les gardiens des lois tiennent lieu de pères aux orphelins et qu'ils en prennent soin tour à tour chaque année comme de leurs propres enfants... Celui qui sera

chargé d'une tutelle et le gardien des lois établi pour le surveiller auront l'un et l'autre pour le malheureux orphelin la même tendresse que pour un de leur fils ; ils ne prendront pas moins soin de ses biens que de leurs biens propres ; ils feront même leur possible pour qu'ils soient mieux administrés. » (XI 472).

Si le tuteur ne remplit pas ses devoirs il sera poursuivi et subira les peines dont nous aurons à parler plus loin. L'orphelin parvenu à la puberté a une action criminelle contre lui pendant cinq ans, c'est la *δίχη ἐπιτροπίας*, plus sévère que la *δίχη ἐπιτροπῆς* action civile du droit athénien.

S'il vient à perdre son tuteur avant sa majorité, les parents et alliés du côté du père et de la mère jusqu'au degré de cousin germain, en nommeront un autre dans les dix jours sous peine d'une amende fixée à tant par jour de retard (VI 360).

Les enfants des citoyens bannis à perpétuité sont munis de tuteurs comme s'ils étaient orphelins.

Si un condamné à mort est sans héritier, on choisira une famille heureuse et vertueuse, on y prendra un enfant et on le déclarera fils adoptif du malheureux et son héritier légitime.

La plupart des dispositions qui précèdent sont empruntées à la loi athénienne. Ainsi cette dernière permettait l'expulsion des enfants même majeurs, après une proclamation publique par la voix du héraut ; mais elle ne prévoyait pas le tribunal de famille dont nous avons parlé.

La condition des enfants naturels avait été diversement réglée. Tantôt l'enfant suivait la condition de la mère, tantôt la pire des deux conditions si la paternité était connue. C'est ce dernier système qui avait été adopté à Athènes. Les enfants naturels avaient une situation inférieure et ne succédaient pas à leurs parents. Mais ils pouvaient acquérir tous les droits des enfants légitimes par l'adoption ou la légitimation par décret du peuple ou introduction dans la phratrie avec le consentement de cette dernière et des parents.

L'adoption était très en honneur en Grèce. Impossible à l'égard des fils d'étrangers ou d'esclaves, elle était réalisée pour les citoyens par acte entre vifs ou testamentaire et consacrée par l'inscription de l'enfant sur les registres de la phratrie. L'adoptant qui n'avait que des filles devait en marier une à l'adopté. Celui-ci n'avait plus aucun droit dans sa famille naturelle. Il ne pouvait y rentrer qu'après avoir laissé un fils dans sa famille adoptive, sinon il devait renoncer à tous les biens qu'il tenait de l'adoptant.

CHAPITRE VI

LES BIENS

La propriété en Grèce ne présentait pas le caractère quasi-absolu que nous lui connaissons aujourd'hui. Tous les biens appartenaient à l'Etat avant d'être à l'individu, et parfois, comme à Sparte, ils étaient indivis entre les membres d'une même famille. Platon dans la *République* avait poussé cette théorie à l'extrême et s'était fait l'apôtre du communisme. Nous avons vu que dans les *Lois* il avait maintenu ses principes : « Qu'on apporte tous les soins imaginables à retrancher du commerce de la vie jusqu'au nom de propriété, de sorte que les organes mêmes des hommes soient communs à tous ». (V 342). Il fait pourtant de sérieuses concessions aux nécessités pratiques : « Que les citoyens partagent entre eux la terre et les habitations et qu'ils ne labourent point en commun, puisque ce serait en demander trop à des hommes élevés comme ils le sont aujourd'hui. Mais que dans ce partage chacun se persuade que la portion qui lui est échue n'est pas moins à l'Etat qu'à lui-même. » (V 343).

S'inspirant des institutions doriennes, Platon décide que les 5.040 citoyens auront chacun un lot égal, sans doute mesuré au cordeau et tiré au sort, comprenant un terrain et une habitation dans la ville, un terrain et une habitation dans la campagne la plus lointaine.

Le nombre des foyers doit rester immuable. Comme à Lacédémone, le lot ainsi constitué est inaliénable et insaisissable : « Ne méprisez pas la part qui vous a été attribuée et qu'elle ne fasse l'objet d'aucun contrat de vente. » (V. 344). Cette part ne peut être confisquée même pour assurer le paiement des amendes (1).

Les citoyens, nous le savons, sont divisés en quatre classes suivant leur fortune, comme dans la Constitution de Solon. La plus basse comprend ceux qui ne possèdent que la part attribuée par l'Etat. C'est le terme de la pauvreté. Il est permis d'acquérir le double, le triple et même le quadruple au delà. Mais quiconque possèdera quelque chose de plus sera tenu de le donner à l'Etat. Le montant de la fortune de chaque citoyen ne doit pas excéder quatre mines (2) pour la première classe, trois pour la seconde, deux pour la troisième, et une pour la quatrième, sans compter les esclaves qu'on peut avoir en nombre suffisant (V 346; VI 352).

Il est interdit, comme à Sparte, de posséder des monnaies d'or et d'argent. Elles sont remplacées par des jetons de valeur conventionnelle (V 344).

(1) Comparer avec l'institution du bien de famille.

(2) Une mine valait cent drachmes, et la drachme environ trois francs de notre monnaie.

Le nom de chaque chef de famille avec la désignation de la part qui lui est échue et le montant de sa fortune doit être gravé sur des tables de cyprès exposées dans les temples.

On ne peut disposer sans restrictions du fruit de ses propriétés. L'époque des récoltes est fixée par la loi. Les denrées sont, comme dans la loi crétoise, divisées en douze parts, une pour chaque tribu ; chacune de ces parts est encore divisée en trois, une pour les citoyens, une pour les esclaves, et la troisième mise dans le commerce pour les étrangers (VIII 416).

Dans ce système de partage des terres et des revenus du sol, Platon semble avoir voulu faire revivre l'organisation autrefois en vigueur en Doride. Là des parts égales, inaliénables et indivisibles, avaient été faites entre les citoyens. Mais en Crète, à Leucade, à Locres, colonie d'Italie, ce système, s'il a existé, est vite tombé en désuétude. Il a persisté plus longtemps à Sparte, où une loi d'Epitadée maintenait encore en l'an 400 l'interdiction d'aliéner sa part à titre onéreux.

En ce qui concerne les servitudes, nous trouvons dans les *Lois* bien peu de dispositions intéressantes : « Celui qui veut conduire une voie d'eau jusqu'à son champ doit le faire en partant des sources publiques, sans intercepter les sources privées ; il peut la faire passer où il voudra, en évitant néanmoins les maisons, les temples, les monuments, et à la condition de n'occuper que le terrain nécessaire pour l'écoulement d'un petit ruisseau. S'il y a disette d'eau, on creusera sur son terrain jusqu'à ce

qu'on rencontre l'argile, et si on ne trouve point d'eau à cette profondeur, on en ira puiser au voisinage la quantité suffisante pour l'entretien de sa famille. Si les voisins eux-mêmes n'en avaient pas assez pour eux, on s'adressera aux agronomes, qui régleront l'ordre dans lequel chacun ira chaque jour faire provision d'eau (1). » (VIII 413).

« Chacun sera libre de transporter ses denrées par telle voie qu'il lui plaira pourvu qu'il ne cause de préjudice à personne ou que le profit qu'il doit retirer de ce passage soit triple du tort causé (2). Tout ce qui concerne les dommages occasionnés à autrui par le transport des denrées sera jugé par les magistrats, si le préjudice n'excède pas trois minès. Au delà les tribunaux publics seront compétents. » (VIII 415).

Platon règle ainsi la prescription acquisitive : « A l'égard des possessions douteuses, il y aura un terme préfix au delà duquel celui qui aura joui pendant cet intervalle ne pourra plus être inquiété. Il ne peut y avoir de doute chez nous pour les fonds de terre et les maisons. Quant aux autres choses, si celui qui en a la possession s'en sert publiquement en ville, sans que personne les revendique pendant un an, le propriétaire qui les recherche ne sera plus admis à les réclamer. Si le possesseur de la chose ne s'en servait ni en ville ni sur la place publique, mais ouvertement à la campagne, et que celui

(1) La loi de Solon contenait une disposition de ce genre.

(2) C'est à peu près ce que décidait à Rome la loi des XII Tables.

auquel elle appartient ne s'en soit pas aperçu pendant cinq ans, il ne pourra plus la revendiquer. Si le possesseur fait usage de la chose en ville mais dans sa maison seulement, la prescription n'aura lieu qu'au bout de trois ans ; et au bout de dix ans s'il n'en usait qu'à la campagne dans l'intérieur de sa famille. Enfin s'il ne s'en servait qu'en pays étranger, il n'y aura jamais de prescription ; et la chose reviendra à son premier maître, à quelque époque qu'il la retrouve. » (XII 489).

Ailleurs Platon s'exprime ainsi : « Si quelqu'un se plaint qu'une personne détient un objet lui appartenant et que celle-ci reconnaissant la détention, conteste le droit de propriété du réclamant, ce dernier citera le possesseur devant les magistrats, chez qui la chose doit être inscrite comme l'exige la loi sur les inventaires. Celui des deux au nom duquel elle est enregistrée en demeurera ou en redeviendra paisible possesseur. Si l'on découvrait qu'elle appartient à un tiers absent, celui des deux qui donnera des garanties suffisantes la gardera pour la rendre au propriétaire. Si l'objet litigieux n'est pas porté sur les inventaires, il sera mis sous séquestre jusqu'au jour du jugement chez les trois plus anciens magistrats. S'il s'agit d'un animal, la partie perdante remboursera les frais de nourriture pendant le séquestre. Les juges rendront leur sentence dans les trois jours. » (XI 461).

« Tout homme sain d'esprit pourra reprendre son esclave où qu'il le découvre. Il pourra également mettre la main sur un esclave échappé appartenant à un parent

ou à un ami pour le lui conserver. Mais si à ce moment le fugitif était revendiqué par quelqu'un comme étant une personne libre, on devra le lâcher et le laisser au revendiquant pourvu que ce dernier fournisse trois cautions suffisantes. S'il s'empare de l'individu litigieux sans fournir caution, on pourra le poursuivre pour violence et il devra dédommager la partie lésée au double du tort occasionné. » (XI 461).

« Si quelqu'un revendique comme sien un animal ou tout autre objet, le possesseur conduira le demandeur à celui de qui il le tient par vente, donation ou autre contrat, ce dernier étant considéré comme garant. Il l'y conduira dans les trente jours si l'auteur est un citoyen ou un métèque, et dans les cinq mois (dont le troisième sera le mois où le soleil passe des signes d'été aux signes d'hiver) si c'est un étranger de passage (1). » (XI 462).

On le voit, Platon ne s'occupe que de la revendication des meubles. Il y a à cela une raison décisive, c'est que les immeubles, dont la possession a été attribuée lors du partage initial inscrit sur les registres publics, sont inaliénables et que nulle contestation ne peut naître à leur sujet.

Pour la revendication des meubles, Platon s'est borné à reproduire la loi athénienne où à l'action *εἰς ἐμψανὸν κατάσταςιν* succède l'action *ἀμπισθήτησις*, mais il ne faut pas perdre de vue que les inventaires publics de notre juris-

(1) MM. Cousin, Grouet et Saisset traduisent autrement et disent que le possesseur attaqué rend la chose à son auteur, le contrat étant ainsi résolu.

consulte n'ont aucun équivalent dans la législation hellénique.

La prescription instaurée par Platon, *προθεσμία*, est en même temps extinctive, le propriétaire ayant été négligent pendant un certain temps, et acquisitive, le détenteur ayant possédé pendant le même laps de temps. On peut observer à ce sujet qu'à Athènes la prescription de cinq ans s'appliquait aussi bien, sauf quelques exceptions, aux actions personnelles qu'aux actions réelles, les seules visées ici dans les *Lois*.

En ce qui concerne la revendication des esclaves, c'est encore la loi athénienne qui a servi de modèle à Platon. Elle constituait un moyen terme entre la loi de Gortyne qui empêchait le revendiquant de se saisir avant le jugement de l'esclave possédé par un tiers, et celles d'autres régions qui permettaient à toute personne d'emmener avant jugement l'individu litigieux.

Observons enfin que c'est encore la loi athénienne qui a inspiré à Platon sa procédure de garantie formelle.

CHAPITRE VII

LES OBLIGATIONS.

Les textes des *Lois* relatifs à la matière des obligations sont peu nombreux et épars çà et là dans l'ouvrage. Nous tâcherons d'en rassembler les fragments en les coordonnant le mieux possible.

Platon commence ainsi le livre XI : « Il s'agit à présent de réglementer les contrats usités dans le commerce de la vie, *συμβόλαια*. La loi générale est fort simple ; la voici : Que personne ne touche, autant qu'il dépend de lui, à ce qui m'appartient, sans ma permission. Si j'ai du bon sens j'observerai la même règle à l'égard d'autrui. » On le voit, Platon, après avoir annoncé qu'il va parler des contrats, fait immédiatement allusion aux obligations délictuelles qui naissent sans convention. Et nous devons renoncer à découvrir dans son œuvre la théorie qu'il nous promettait (1).

(1) La législation athénienne n'exigeait aucune forme spéciale pour la validité des contrats, mais il était d'usage de les rédiger en présence de témoins.

Ce n'est qu'en passant qu'il envisage les causes qui vicient les conventions : « Les engagements non exécutés, à l'exception de ceux qui sont interdits par les lois et décrets, ou qui ont été obtenus par une violence illégitime, ou qu'un accident imprévu empêche de tenir, donneront lieu à une action devant les juges de la tribu, si les parties n'ont pu s'accorder auparavant malgré la sentence des voisins ou des arbitres volontairement choisis (1). » (XI 466).

La vente est l'objet de quelques dispositions spéciales. Rappelons d'abord qu'il est interdit de céder sa part d'immeubles : « le législateur ne ratifierait pas un pareil engagement. » Les choses doivent se vendre sur la place publique sous la surveillance des agoranomes. Le prix de toutes les marchandises est fixé d'avance, ainsi que nous le verrons plus loin, de façon à ne laisser au vendeur qu'un bénéfice normal. Seuls les étranegrs peuvent faire du commerce. Les citoyens ne doivent rien acheter et sont seulement admis à vendre une part des denrées agricoles qu'ils ont produites. Voici les règles édictées à cet égard : « Le premier jour de chaque mois les citoyens feront porter au marché par des étrangers ou des esclaves la douzième partie du blé destiné aux métèques ; et ceux-ci achèteront du grain pour tout le mois. Le douzième jour, les citoyens vendront aux étrangers toutes les sortes de liquides. Le vingt-troi-

(1) Dans *Criton* Platon parle aussi de l'erreur et du dol.

La loi de Solon prévoyait déjà les conventions contraires à la loi, ainsi que les cas fortuits, *θεσὺ βία*.

sième, se tiendra le marché des animaux. A la même date les laboureurs mettront en vente des meubles, des peaux, des étoffes de tissu ou de matière foulée et d'autres choses du même genre dont les étrangers ont besoin... Il est permis à ces derniers de tenir entre eux des marchés spéciaux et de vendre aux ouvriers et à leurs esclaves du ble et du vin au détail. Les bouchers vendront de même de la viande aux étrangers et aux artisans. En tout temps, les métèques pourront acheter en gros du combustible à ceux qui sont chargés d'en vendre, et le céder au détail à d'autres étrangers. Les autres objets, les meubles par exemple, seront exposés sur un marché commun. Les gardiens des lois de concert avec les agoranomes et les astynomes en détermineront l'emplacement et fixeront le prix des marchandises. Il ne sera permis à personne de livrer à crédit. Quiconque l'aura fait, comptant sur la bonne foi de l'acheteur, ne pourra se plaindre s'il n'est pas payé ; il n'y aura point d'action en justice pour ces sortes de contrats (1). Si l'on vend ou si l'on achète en trop grande quantité ou plus cher que le prix fixé par l'autorité, une revision des registres du cens sera opérée par les gardiens des lois, et le trop perçu sera annulé (2). » (VIII 417-418).

Plus loin Platon organise les échanges entre citoyens. Ils sont limités et l'on en tient compte le cas échéant pour

(1) Nous trouvons une disposition semblable dans les lois de Charondas pour les villes doriennes de la Sicile et de la Grande Grèce.

(2) Cette phrase a donné lieu à des traductions diverses, plus ou moins privées de sens.

l'évaluation de la fortune de chacun sur les inventaires publics. « Tous les échanges se feront au marché public, à l'endroit indiqué pour chaque espèce de marchandise ; le vendeur la livrera et en recevra le prix sur le champ ; on ne pourra vendre ou acheter dans un autre lieu, ni à crédit, sous peine d'être privé de toute action civile à l'égard de son cocontractant. » (XI 463).

Voici maintenant ce qui concerne l'obligation de garantie : « Celui qui aura vendu au comptant une chose de la valeur d'au moins cinquante drachmes sera tenu de rester dans la cité dix jours après la vente ; l'acheteur devra connaître le domicile du vendeur, en vue de contestations ultérieures. La rescision aura lieu si un esclave vendu est atteint de phtisie, de strangurie, d'épilepsie, de la pierre, ou de quelque autre infirmité incurable dont il était difficile de s'apercevoir, ou s'il n'est pas sain d'esprit ; mais à la condition que l'acheteur ne soit ni médecin ni maître de gymnase, et n'ait pas été averti par le vendeur. Si ce dernier est habile et l'acheteur ignorant, l'esclave pourra être rendu pendant six mois, et s'il s'agit d'épilepsie, pendant un an. L'affaire se jugera en présence de médecins choisis d'un commun accord, et celui qui sera condamné paiera à l'autre le double du prix. Si le vendeur est de bonne foi comme l'acheteur, la rescision sera également prononcée, mais la partie condamnée ne paiera que le simple. Si l'acheteur apprend après la vente que l'esclave a commis un meurtre, c'est encore une cause de rescision. Le jugement appartiendra aux cinq plus jeunes gardiens des lois ; et s'il est établi que le

vendeur était au courant du meurtre, il sera tenu de purifier la maison de l'acheteur, suivant les cérémonies prescrites par les interprètes, et de lui payer le triple du prix. » (XI 463).

« Celui qui vend au nom d'un autre sera caution pour lui s'il y a quelque fraude dans la vente et que le vendeur soit insolvable ; l'un et l'autre, tant le vendeur que celui au nom duquel la chose se vend, pourront être cités en justice. » (XII 489). Ainsi le pro-vendeur, *προπωλῶν*, est caution du vendeur. Dans la plupart des villes grecques, il était seul garant de la vente. Au contraire, à Athènes, le vendeur seul était responsable. Platon, lui, permet à l'acheteur d'exercer l'action en garantie contre les deux.

Après la vente, il dit quelques mots du louage d'ouvrage (1) *μισθωσις* : les contestations relatives au travail des étrangers et au salaire qui leur est dû sont jugées par les *astynomes* jusqu'à cinquante drachmes et au delà par les tribunaux publics. « Si quelque artisan n'a pas exécuté, par sa faute, son ouvrage au temps convenu, il paiera le prix de cet ouvrage, et il devra le faire gratuitement. Celui qui entreprend un travail ne doit pas chercher à tromper en exagérant ses prix ; il doit estimer son ouvrage à sa valeur exacte, sous peine d'être actionné en justice. Celui qui après avoir chargé un artisan d'un travail ne lui en paie pas le prix, après réception, suivant la convention légitime passée entre eux, et à l'époque con-

(1) Nous voulons parler de la *locatio conductio operis faciendi*, dont le nom juridique est l'entreprise.

venue, paiera le double; s'il laisse s'écouler une année il paiera aussi des intérêts moratoires à raison d'une obole par drachme et par mois, ce qui augmentera chaque mois le capital d'un sixième, malgré le principe que l'argent dû ne doit jamais produire d'intérêts. Le jugement de ces sortes de causes appartient au tribunal de tribu. » (XI 467 ; VIII 415).

Platon ne dit rien des ouvriers et serviteurs à gages, à peu près inconnus à raison de l'institution de l'esclavage.

Le prêt à intérêt est interdit. Cette prohibition a le même motif que celle de la vente à crédit : Platon veut empêcher les dettes de naître. « Il est défendu de mettre de l'argent en dépôt comme caution, ou de prêter à usure; dans ce dernier cas, nous autorisons l'emprunteur à ne rendre ni l'intérêt ni le capital. » (1) (V 345). « L'ami pourra emprunter à son ami ; mais s'il survient quelque contestation, aucune action ne sera donnée (2). » (XI 463).

Le cautionnement fait l'objet des dispositions suivantes : « Si quelqu'un se porte caution pour un autre, il donnera sa promesse par écrit, marquant expressément les conditions sous lesquelles il s'engage, en présence d'au moins trois témoins si la somme garantie ne dépasse pas mille drachmes; et de cinq au delà (3). » (XII 489).

(1) Le prêt à intérêt était au contraire fort en usage en Grèce et les intérêts étaient fort élevés.

(2) Il s'agit ici des éranes, avances faites à charge de réciprocité. A Athènes les éranes consenties entre associés donnaient droit à une action.

(3) Platon reproduit ici la législation athénienne en y ajoutant cependant des formalités nouvelles.

En Grèce les obligations étaient garanties par le cautionnement,

Il nous reste à dire un mot des obligations nées d'une faute. Elles sont sanctionnées par des actions où l'élément pénal est le plus souvent mêlé à l'élément reipersécutoire. Nous en trouverons de nombreux exemples en étudiant le droit criminel. Bornons-nous à citer ici une disposition relative au cas où c'est un esclave ou un animal qui a causé le dommage : « Si un esclave, par son manque d'expérience ou sa maladresse, cause quelque tort à un autre que son maître sans qu'il y ait de la faute de la victime, le maître indemniserà la personne lésée ou lui livrera l'esclave. S'il y avait connivence entre l'auteur du dommage et sa victime dans le but d'enlever l'esclave au maître, celui-ci aura l'action de dol, *δίκη κακότητος* contre la pseudo-victime ; s'il gagne sa cause, on lui paiera le double de la valeur de l'esclave estimée par les juges ; s'il la perd, il sera tenu de réparer le dommage et de livrer en plus son esclave. Si le préjudice a été causé par une bête de somme, un cheval, un chien ou tout autre animal, le maître sera tenu d'indemniser la victime . » (XI 479). L'abandon noxal, institution qui se rencontre en Grèce comme à Rome, paraît donc limité par Platon aux esclaves ; et c'est un progrès digne d'être noté. L'idée de responsabilité du fait des choses prend ainsi naissance.

le gage, l'antichrèse ou l'hypothèque. Cette dernière bénéficiait d'une publicité que les Romains ne connurent pas : à Athènes, elle était révélée par de petites colonnes placées sur la limite de la propriété hypothéquée.

Le défaut de paiement pouvait entraîner l'esclavage du débiteur.

CHAPITRE VIII

LES SUCCESSIONS

Platon est amené par son système à créer un régime de successions un peu différent de celui qu'il avait sous les yeux. Le principe de la part immobilière indivisible et inaliénable, emprunté à la loi spartiate, le force à restreindre la liberté testamentaire. Il tient tout d'abord à justifier cette ingérence du législateur. « Si on laisse à chacun la liberté de dresser son testament comme il le voudra, beaucoup de gens arriveront à heurter leurs propres sentiments en même temps que ceux d'autrui. Nous n'avons pas au moment de la mort la clarté d'esprit et la volonté nécessaires... Les anciens législateurs ont eu le tort de créer une liberté absolue de disposer... Je ne vous regarde pas ni vous ni vos biens comme étant à vous-mêmes, mais comme appartenant à toute votre famille, tant à vos ancêtres qu'à votre postérité ; et votre famille avec ses biens comme appartenant encore plus à l'Etat... Je ferai mes lois en envisageant le bien public et l'intérêt de vos parents. » (XI 468).

Ces lois, les voici : « Chaque père de famille n'instituera héritier de la portion de terre et de l'habitation qui lui sera échue qu'un seul de ses enfants, celui qu'il jugera à propos. Il se le substituera ainsi avec la charge de s'acquitter après lui des mêmes devoirs envers les dieux, la famille, la patrie, les vivants et les morts. » (V 343). « Tout homme qui disposera de ses biens par testament, s'il a des enfants, instituera héritier celui des mâles qu'il voudra ; s'il en donne un autre en adoption à quelque citoyen qui y consente, il l'indiquera. S'il lui reste encore un garçon non adopté par une autre famille et par conséquent destiné à être envoyé dans une colonie, il pourra lui léguer tous ses autres biens sauf les accessoires de l'immeuble. S'il lui en reste plusieurs il lui sera loisible de les partager entre eux. Le garçon déjà établi n'aura droit à rien, ni la fille promise en mariage. Toute autre fille pourra être admise à partager avec ses frères. S'il survient un fonds de terre à l'un des enfants après la date du testament, il devra abandonner sa part de meubles aux autres. Le testateur qui ne laisse que des filles choisira un mari à l'une d'elles, et après l'avoir adopté pour son fils, il l'instituera son héritier. Si l'institué meurt avant sa majorité, le testateur lui substituera une autre personne après l'avoir adoptée (1). Au cas où celui qui fait son testament n'aurait pas d'enfants, il choisira un fils adoptif et lui laissera tous ses biens, sauf un dixième des acquêts, qu'il pourra léguer à qui bon lui semblera. » (XI 469).

(1) C'est la substitution pupillaire des Romains,

« Si quelqu'un meurt sans testament en laissant des filles (1), le frère du défunt, consanguin ou utérin, en épousera une et aura l'héritage, pourvu qu'il ne soit pas muni déjà d'un lot de terres ; à défaut, ce sera le fils du frère, et après lui, le fils de la sœur, le frère du père du défunt, le fils de ce dernier, le fils de la sœur du père, et ainsi de suite, selon les degrés de parenté, en commençant par les frères et les neveux et en donnant dans le même degré la préférence aux parents par les mâles sur les parents par les femmes, toujours à la condition qu'il y ait proportion d'âge entre les deux personnes à unir... Si la fille n'avait pas de parents parmi les garçons nubiles jusqu'aux petits-neveux et aux fils du grand-père, elle pourra choisir un citoyen quelconque pour époux et héritier du défunt, avec le consentement de ses tuteurs et de l'intéressé. Son choix pourra même se porter sur un citoyen envoyé dans une colonie, parent ou non avec elle (2). » (XI 470).

« Si quelqu'un meurt sans testament ne laissant ni fils ni fille, on prendra dans sa parenté un garçon et une fille qui s'uniront et relèveront cette famille éteinte en devenant possesseurs de l'héritage. La sœur du défunt viendra la première sur les rangs ; puis la fille du frère, puis celle de la sœur, la sœur du père, la fille du frère du père, la fille de la sœur du père. On leur donnera pour époux

(1) Platon a oublié le cas où le défunt laisse des fils. On ignore qui désignera, à défaut du père, celui des garçons qui doit hériter du lot de terres.

(2) C'est la loi de Gortyne. L'exilé rentrait ainsi dans la cité.

les parents du défunt au degré de proximité permis, conformément à ce qui a été réglé plus haut. » (XI 470).

Nous avons vu au chapitre du mariage comment on pouvait éluder ces unions forcées avec l'assentiment des gardiens des lois.

Ailleurs Platon règle la succession des criminels bannis à perpétuité. S'ils sont sans enfants, les parents du côté des hommes et du côté des femmes jusqu'aux cousins tiendront une assemblée ; là, avec le conseil des gardiens des lois et des prêtres, ils feront choix d'un héritier qui deviendra le chef de la cinq mille quarantième maison à la place du banni. « Jetant les yeux sur toutes les familles de l'Etat, qu'ils s'arrêtent à celle qui est la plus renommée pour la vertu, la plus heureuse et où il y a le plus grand nombre d'enfants ; qu'ils en prennent un, le déclarent fils adoptif du père et des ancêtres du condamné en lui faisant prendre son nom, et qu'ils l'instituent son héritier légitime. » (IX 437).

Plus loin Platon préconise un autre système : on tirera au sort dix enfants mâles de plus de dix ans parmi ceux choisis par leurs pères dans les familles nombreuses. Et l'oracle de Delphes choisira parmi eux l'héritier des citoyens bannis (IX 421).

Le système des successions que nous venons de décrire, avec les choquantes inégalités qu'il institue entre les enfants, paraît bien artificiel et peu pratique. Voyons s'il présente quelque analogie avec les législations helléniques.

A l'origine la faculté de tester n'existait pas. A Athènes c'est Solon qui l'introduisit pour le cas où le testateur était sans postérité. Quand il laissait des filles le testament n'était valable que si l'héritier institué en épousait une. La mère n'avait jamais le droit de tester ; ses biens passaient forcément à ses héritiers. Les étrangers et les enfants naturels ne pouvaient recueillir une succession. Ces derniers n'avaient droit qu'à des aliments.

Si le père laissait des fils, la loi athénienne, plus large que Platon, lui accordait une certaine liberté de disposition, sans fixer la quotité disponible d'une façon précise. Elle lui permettait de léguer à des tiers ou à l'un de ses enfants par préciput une part importante de sa fortune.

Si le testateur ne laissait que des filles la loi d'Athènes les nommait *épiclères* : la succession est réservée aux enfants qu'elles pourront avoir, à la majorité de ceux-ci. Aussi le père, et à son défaut la loi leur choisissent un mari. Platon n'a apporté de modifications à ce système que pour garantir l'interdiction de la dot et l'indivisibilité du lot de terres par le choix d'une seule des filles comme héritière.

La substitution pupillaire était admise à Athènes comme Platon l'indique : le père pouvait faire d'avance le testament de son fils ou de son gendre (considéré comme fils adoptif) pour le cas où il n'atteindrait pas sa majorité.

Si le testateur était sans postérité, la loi athénienne lui laissait une pleine liberté de disposer de ses biens. Platon,

toujours soucieux de garantir l'indivisibilité du lot ancestral, ne pouvait faire de même.

Si le défunt est mort intestat ne laissant que des filles, toutes les lois grecques que nous connaissons obligent ces épicières à épouser leurs plus proches parents. Platon fait de même, mais pour une seule d'entre elles ; et, désireux d'éviter le cumul de plusieurs lots de terre sur une même tête, il ne désigne comme époux obligatoires que ceux qui n'en sont pas encore pourvus.

Si le décédé intestat n'a pas laissé d'enfants, la loi athénienne appelle tous les parents les uns après les autres jusqu'au degré de cousin issu de germains. Tous ceux d'un même degré entrent en concours. Les hommes passent avant les femmes.

A défaut de parents la phratrie succédait. Platon ne pouvait adopter cette solution. Ici encore il a été guidé par le désir de maintenir l'indivisibilité du lot immobilier et les 5.040 familles. Nous avons vu comment il y était arrivé en appelant à la succession en même temps le plus proche parent de chaque sexe chargés tous deux de continuer la famille éteinte.

L'héritier avait la charge de payer les dettes de la succession et de pourvoir aux frais des funérailles. Il n'était permis de renoncer à l'héritage que lorsque la charge était par trop onéreuse.

La succession était dévolue de plein droit aux descendants. Les autres devaient se faire envoyer en possession par l'archonte et introduire dans la phratrie du défunt.

CHAPITRE IX

LE DROIT CRIMINEL

Nous savons que Platon a pour principe de réglementer toutes les actions humaines et d'absorber l'individu dans l'Etat en supprimant toute liberté : « Il nous faut prescrire à tous les citoyens pour tout le temps de leur vie un ordre d'actions depuis le lever du soleil jusqu'au lendemain matin. Nous devons bannir l'indépendance du commerce de la vie. » (XII 481). Aussi son œuvre fourmille-t-elle d'ordres et de prohibitions variés sur tous les sujets. Mais avant d'en examiner le détail, il nous faut étudier les idées directrices de notre philosophe en la matière.

Avant lui, on ne considérait que le fait brutal et c'est avec peine qu'on avait fini par distinguer entre les dommages volontaires et involontaires. D'autre part l'idée de vengeance dominait tout le droit primitif.

Platon abandonne cette conception. Sa législation pénale procède du plus pur déterminisme (1). Il fait

(1) Dans le *Gorgias*, il avait exposé les mêmes principes avec plus de netteté encore.

remarquer d'abord que tous les pays ne sont pas également propres à rendre les hommes vertueux. Les lois doivent varier avec les climats. Dans telle région, les habitants sont d'un caractère emporté par suite des vents et de la chaleur. Dans telle autre, les influences sont toutes différentes. La nature des aliments que fournit le sol n'est pas non plus sans effets sur le caractère. Le législateur doit avoir égard à tout cela. » (V 348).

Aucun homme n'est injuste volontairement. Aussi le méchant est-il digne de pitié. Mais il faut surtout réserver sa bonté pour celui qui laisse quelque espoir de guérison; il convient à son égard de réprimer sa colère. D'autre part, à beaucoup de douceur il faut unir une grande fermeté. Elle s'exercera envers ceux qui sont incapables d'amendement. Si des citoyens commettent quelque méfait, on devra se montrer impitoyable, car ils ont reçu une éducation supérieure à celle du reste de la population; ils ont pu comprendre les raisons qui précèdent et expliquent chaque loi, et s'ils ont failli malgré cela, c'est qu'ils sont incurables. Il faut en débarrasser la société pour donner un exemple aux autres; la mort est dans ce cas le seul remède (V 336; IX 427, 420).

Aucune peine infligée par la loi n'a pour but le mal de celui qui la subit; son effet doit être de rendre meilleur. Les méchants sont punis non en représailles du délit, (ce qui est fait est fait), mais pour leur inspirer ainsi qu'aux témoins de leur châtiment l'horreur de l'injustice (IX 420; XI 477). Il est nécessaire que les lois augmentent ou diminuent la peine proportionnellement à la

faute. Elle sera plus légère envers celui qui a péché par imprudence ou qui, à raison de son âge, a pu se laisser entraîner par d'autres. Elle ne sera pas appliquée en cas de démence et d'inconscience enfantine ou sénile (1) : l'auteur ne sera tenu qu'à la réparation du dommage (IX 428). Il y a là une notion très juste, qui présente même sur le droit français actuel l'avantage de laisser la réparation pécuniaire à la charge des auteurs irresponsables.

D'une façon générale, si le dommage, βλάβη, ne s'accompagne d'aucun élément intentionnel, il n'y a plus de délit, d'injustice, ἀδικία, mais un simple tort à réparer en vue d'une réconciliation des parties (IX 426).

Pour qu'il y ait délit, à l'élément intentionnel doit encore se joindre, cela est évident, l'injustice de l'action. Comment la définir ?

Le juste, c'est toute action conforme à l'idée que nous avons du bien. L'injuste, c'est le produit de la tyrannie exercée sur l'âme par la colère, la crainte, le plaisir, le chagrin, l'envie et les autres passions (IX 428).

Si une action injuste est commise intentionnellement, il faut rechercher la cause qui a fait agir le délinquant, pour connaître le degré d'amendement dont il est susceptible. Ce peut être la colère, l'amour du plaisir, ou l'ignorance plus ou moins compliquée d'idées fausses (IX 427). Il faut aussi tenir compte de la façon dont il

(1) Sauf en cas de crime, où une peine sera prononcée par mesure de police.

a agi : ouvertement ou par des voies obscures et frauduleuses (IX 428).

Le législateur ne négligera aucun de ces éléments. Mais dans le cas où il a laissé au juge le choix de la peine, c'est à ce dernier qu'incombe cette appréciation délicate. Dans un Etat bien policé, il faut laisser aux tribunaux le soin de choisir et de doser les peines dans la plupart des cas, suivant une esquisse et des formules qui doivent leur servir de modèles (IX 436).

Les peines étant personnelles, les enfants ne sont pas responsables des fautes de leurs parents. S'ils se conduisent bien ils ont plus de mérite que d'autres et doivent être comblés d'honneurs pour avoir courageusement quitté la voie du vice pour celle de la vertu (IX 419). Mais si le père, l'aïeul et le bisaïeul ont mérité successivement la peine de mort, il est à présumer que l'enfant suivra leur exemple et on lui ordonnera de quitter le pays avec ses biens. Sa part d'immeubles sera dévolue comme il a été dit au chapitre des successions (IX 421).

Les peines sont de plusieurs sortes : la mort (1), le bannissement, les châtimens corporels, la prison,

(1) A Athènes la loi pénale, établie par Dracon, était restée sévère malgré les adoucissements apportés par Solon. La peine capitale s'exécutait par le poison, par le glaive, par la corde, la flagellation, la lapidation ou la précipitation dans un abîme. Elle frappait ceux qui avaient commis un crime contre la religion ou l'Etat, les meurtriers, ceux qui avaient vendu un citoyen comme esclave, les tuteurs qui avaient marié leur pupille à un étranger, les incendiaires et les voleurs de grosses sommes ou ceux surpris en flagrant délit.

l'amende, l'atimie ou la privation de certains droits (1) et, à défaut de sanctions plus précises, le mépris public. Platon paraît être l'inventeur de la peine d'emprisonnement. Avant lui on enfermait les délinquants en attendant de les juger ou pour les forcer à payer l'amende, mais on n'avait pas pensé que l'emprisonnement pouvait être par lui-même une peine ou une mesure d'amendement (2).

Nous connaissons maintenant les principes du droit criminel. Il nous faut à présent examiner en détail les différents délits sanctionnés par Platon. Nulle autre étude n'est plus propre à nous faire pénétrer dans l'intimité de la vie des Hellènes, à nous initier à leurs mœurs et à leur civilisation.

Distinguons d'abord les crimes contre les dieux, contre l'Etat et contre les personnes.

Voici en premier lieu le vol sacrilège : « Tout étranger, tout esclave qui sera surpris dérochant une chose sacrée, sera marqué au front et aux mains, recevra autant de

(1) L'atimie était une peine accessoire ou une peine principale.

A Athènes on l'appliquait surtout en cas de délits militaires, d'accaparement de blé, de violation de dépôts, de refus de répudiation d'une épouse, adultère. L'atimie atteignait toute la famille du coupable.

(2) A propos du crime d'impiété, Platon distingue trois sortes de prisons : une près de la place publique qui servira de dépôt pour la détention préventive ; un pénitencier ou sophronistère où l'on ne recevra que la visite des membres du conseil nocturne en vue de l'amendement ; enfin la prison du supplice placée dans un endroit désert et sauvage (X 459).

coups de fouet qu'il plaira aux juges, et sera chassé du territoire de l'Etat. Si c'est un citoyen il sera puni de mort et son cadavre sera jeté hors des frontières (1). » Plus loin on admet des peines moins terribles : « Que nul ne puisse échapper au châtimeut par la fuite ; mais que les coupables soient condamnés ou à la mort, ou aux fers, ou au fouet, ou à l'exposition publique à l'entrée des lieux sacrés dans une pose humiliante, assis ou debout, ou à des amendes pécuniaires... La forme de notre constitution exigeant que la portion héréditaire de chaque famille n'en sorte point et ne souffre aucune diminution, ne nous permet pas de confisquer tous les biens de ces malheureux ; l'amende ne pourra donc porter que sur les meubles indépendants du fonds de terre. Les gardiens des lois consulteront le tableau pour savoir au juste l'état des biens de chacun, et ils feront leur rapport aux juges afin que personne ne soit dépouillé de son héritage. Si quelqu'un est condamné à une amende supérieure à ses ressources et ne trouve point parmi ses amis de cautions disposées à payer une partie de la somme due, il sera retenu publiquement dans les fers et subira d'autres traitements ignominieux. » (IX 419, 420).

Après le vol sacrilège vient l'impiété (2) : « Si quel-

(1) A Athènes ce crime était puni de mort avec privation de sépulture et confiscation des biens. Il en était de même des crimes contre l'Etat.

(2) Malgré l'élévation de sa philosophie qui aurait dû lui montrer la mesquinerie de certaines croyances, Platon n'arrive pas à s'élever au principe de la liberté de conscience. Il reproduit la loi athénienne.

qu'un se rend coupable d'impiété en paroles ou en actions, les personnes présentes protesteront et le dénonceront aux magistrats ; les premiers informés citeront le coupable devant le tribunal compétent. Si un magistrat dûment avisé de ce crime ne fait pas le nécessaire, n'importe qui pourra l'accuser lui-même d'impiété. La peine sera la prison. Mais il faut distinguer trois sortes d'impiété. Il existe en effet des hommes de bien qui ne reconnaissent point de dieux ; mais il en est d'autres, plus dangereux, qui emploient la ruse et l'artifice pour séduire et exploiter la crédulité publique... Pour les premiers la réprimande et la prison suffisent. Les autres méritent plusieurs fois la mort. D'autre part il en est qui reconnaissent les dieux, mais pensent qu'ils négligent les affaires humaines ou croient qu'ils se laissent fléchir par des présents. S'ils professent ces opinions par défaut de jugement sans les aggraver par la corruption de leurs mœurs, ils seront condamnés à passer cinq ans au moins dans le sophronistère. Pendant ce temps, ils ne verront personne sauf les magistrats du conseil nocturne, chargés de les remettre dans la bonne voie. A l'expiration de la peine, s'ils paraissent devenus plus sages, ils rentreront dans la société ; s'ils ne s'amendent pas et retombent dans le même crime, ils seront punis de mort. Ceux qui, non seulement ne reconnaîtraient pas l'existence des dieux, ou leur providence, ou l'inflexibilité de leur justice, mais qui chercheraient à convaincre leurs concitoyens et à exploiter leur crédulité, seront condamnés à la prison située au milieu des terres. Là aucune personne libre ne

les abordera ; ils recevront de la main d'un esclave la nourriture réglée par les gardiens des lois ; après leur mort, leur cadavre sera jeté sans sépulture hors des limites du territoire. Toute personne libre qui entreprendrait de l'ensevelir pourrait être poursuivie en justice comme impie. » (X 459, 460).

Pour arrêter les progrès de l'impiété, Platon interdit les autels particuliers et les chapelles domestiques : « Si l'on découvre que quelqu'un en possède et sacrifie ailleurs que dans les temples publics, il sera dénoncé aux gardiens des lois qui lui donneront l'ordre de transporter sa chapelle dans les temples ; s'il refuse il sera mis à l'amende jusqu'à ce qu'il ait obéi. Il s'agit de quelqu'un qui sacrifie en secret à quelque divinité, il sera puni de mort comme ayant sacrifié avec un cœur impur. » (X 460).

Platon énumère ensuite les crimes contre l'Etat. « Quiconque, pour élever un citoyen à la magistrature, foule aux pieds les lois et allume le feu de la sédition, quiconque, revêtu d'une des charges principales de l'Etat, refuse par lâcheté de sauver sa patrie en cette occasion, sera dénoncé aux magistrats par les bons citoyens et traîné en justice. Il sera puni par les mêmes juges et selon les mêmes règles que le sacrilège ; on le condamnera à mort à la pluralité des suffrages. Le crime de trahison sera puni de même (1) (IX 421)... Celui qui déclarerait la guerre ou ferait la paix sans délibération publique sera puni de

(1) A Athènes on rasait la maison de l'individu coupable de haute trahison.

pour lui apprendre à modérer ses emportements, il sera banni pour deux ans sans aucune grâce possible. Celui qui aura tué de guet-apens sera condamné à trois ans d'exil : sa colère ayant duré plus longtemps, le châtiment doit être aussi plus long. Lorsque le terme du bannissement sera expiré, les juges enverront douze d'entre eux sur les frontières de l'Etat ; après s'être informés de la conduite du banni pendant son exil, ils décideront s'il est repentant et s'il mérite d'être rapatrié. Si après son retour il commet encore un crime analogue, il sera banni à perpétuité ; et s'il revient il sera traité comme le serait en pareil cas un étranger. » (IX 430, 431).

« Quiconque aura tué son esclave en sera quitte pour se purifier ; celui qui tue par colère l'esclave d'autrui dédommagera le maître au double. Tout meurtrier qui n'obéira pas à la loi et qui, sans s'être purifié, souillera de sa présence la place publique, les jeux et les lieux sacrés, pourra être cité en justice par le premier venu ; le plus proche parent du mort qui aurait supporté la présence du meurtrier sera aussi poursuivi ; tous deux seront condamnés au double tant des dédommagements que des autres peines, et l'accusateur aura le droit de prendre l'amende pour lui. » (IX 431).

« Si un esclave tue son maître dans un moment de colère, les parents du mort lui feront souffrir tous les traitements qu'ils jugeront à propos pourvu qu'ils ne lui laissent point la vie, sous peine d'être déclarés coupables du meurtre commis. Quant à l'esclave qui aura tué par emportement une personne libre autre que son maître,

il sera livré par ce dernier aux parents de la victime qui seront obligés de le faire mourir, mais de tel genre de mort qu'il leur plaira. » (IX 431).

« S'il arrive qu'un père ou une mère tuent leur fils ou leur fille par emportement, ils seront soumis aux mêmes expiations que les autres meurtriers et de plus bannis pour trois ans. Après son retour le coupable devra se séparer de son conjoint ; il ne pourra demeurer sous le même toit que celui qu'il a privé d'un fils ou d'un frère, ni prendre part aux mêmes sacrifices, sous peine d'être accusé d'impiété. » (IX 431).

« Le mari qui tuera sa femme par colère, ou la femme qui tuera son mari, outre les expiations ordinaires, devront passer trois ans en exil. A son retour le coupable ne pourra demeurer avec ses enfants, sans être considéré comme impie. » (IX 431.)

« Celui qui tuera son frère ou sa sœur dans un moment d'emportement, subira les mêmes expiations et le même bannissement que les parents meurtriers de leurs enfants. » (IX 431).

« Si quelqu'un se laisse emporter au point de tuer son père ou sa mère, et que ces derniers lui pardonnent avant de mourir, il sera déclaré innocent après s'être purifié et après avoir subi les peines du meurtre involontaire (1). Mais s'ils ne lui pardonnent pas il mérite plusieurs fois la mort, car la loi ne lui permettait pas de tuer ses parents

(1) A Athènes le pardon de la victime empêchait toute poursuite.

après avoir accompli les prescriptions du dieu sur les purifications et les dénonciations nécessaires, pourra employer la contrainte pour faire subir au meurtrier la peine portée par la loi (1)... Ces causes seront jugées comme le sacrilège. Le coupable sera condamné à mort et n'aura point de sépulture dans le pays de celui qu'il a tué. S'il refuse de comparaître en justice et qu'il prenne la fuite, il sera banni à perpétuité. S'il revient au pays de sa victime, les parents de celle-ci et même tout autre citoyen, pourront le tuer impunément, ou le garrotter et le remettre aux juges chargés de le faire mourir. L'accusateur exigera des garanties de la part de celui qu'il accuse. Ce dernier fournira trois cautions qui devront être déclarées suffisantes par les juges et qui s'engageront à le représenter au besoin. Faute de quoi les magistrats le feront garder en prison jusqu'au jugement. Les mêmes formalités, à l'exception des cautions, seront observées à l'égard de celui qui ne serait pas personnellement l'auteur d'un meurtre mais qui aurait résolu la mort de quelqu'un, et l'aurait fait tuer traîtreusement. Il sera puni du même supplice que le meurtrier, mais la sépulture dans sa patrie lui sera accordée. Il en sera de même pour les meurtres commis ou ordonnés d'étranger à étranger, ou d'étranger à citoyen, et réciproquement, ou encore d'esclave à esclave... Si un esclave tue volontairement un homme libre, directement ou indirectement, il sera

(1) La loi athénienne obligeait à la poursuite tous les parents même les plus éloignés et jusqu'aux membres de la phratrie.

conduit par le bourreau dans un lieu d'où l'on puisse voir le tombeau de la victime, battu de verges aussi longtemps qu'il plaira à l'accusateur, et mis à mort... Si quelqu'un tue un esclave inoffensif dans la crainte de révélations, il sera puni comme pour le meurtre d'un citoyen... Si quelqu'un est assez malheureux pour oser arracher volontairement et de dessein prémédité la vie à son père, à sa mère, à ses frères ou à ses enfants, tout commerce civil lui sera interdit, il fournira les mêmes cautions que pour les autres meurtres, puis on le condamnera à mort ; il sera exécuté par les bourreaux publics et son cadavre sera jeté nu hors de la ville dans un endroit spécial. Tous les magistrats, au nom de l'Etat, jetteront chacun une pierre sur la tête du cadavre et purifieront ainsi tous les citoyens. On le portera ensuite hors des limites du territoire et on l'y laissera sans sépulture (1). » (IX 433, 434).

Le meurtre causé par la colère présente un moindre caractère de gravité : « Si quelqu'un tue de sa main une personne libre, dans un mouvement de colère, il faut distinguer s'il a agi avec ou sans préméditation, d'un mouvement impulsif regretté aussitôt ou bien pour se venger d'une injure passée. Ces sortes de meurtres tiennent le milieu entre les homicides volontaires et involontaires. Celui qui aura agi sans préméditation sera d'abord condamné aux peines du meurtre involontaire ; de plus,

(1) A Athènes il n'existait pas de peines spéciales pour le parricide.

mort. Si quelque partie de l'Etat faisait une guerre ou une paix séparées, les généraux citeront en justice les auteurs d'une telle entreprise. S'ils sont reconnus coupables ils seront condamnés à mort (XII 490)... Si quelqu'un usurpe auprès d'un gouvernement étranger le titre d'ambassadeur ou de héraut envoyé au nom de l'Etat ; ou si, étant réellement envoyé il ne porte pas fidèlement les paroles qu'il est chargé de porter ; ou enfin si à son retour, il ne rend pas un compte sincère de ce qu'il a à dire de la part des ennemis ou des alliés, il sera poursuivi comme s'il avait violé des ordres et des instructions reçus de Mercure ou de Jupiter lui-même, et condamné à telle peine que les juges prononceront (1). (XII 480):

Aux crimes contre l'Etat nous pouvons assimiler les crimes militaires : « Quiconque aura quitté l'armée par lâcheté, sans le congé des généraux, sera accusé devant les chefs militaires au retour de la campagne. Toute l'armée assistera à ce jugement. Le fantassin sera jugé par l'infanterie, le cavalier par la cavalerie et ainsi de suite. Le coupable ne pourra plus prétendre au prix du courage, ni accuser personne de lâcheté. Le tribunal règlera la peine qu'il devra souffrir dans sa personne ou dans ses biens... Si quelqu'un, pendant la guerre, quitte le camp pour retourner chez lui sans l'agrément de ses chefs, il sera accusé de désertion et condamné aux mêmes peines que dans le cas précédent... Celui qui, pressé par l'ennemi

(1) A Athènes une action publique était dans ce cas ouverte à tous. La loi prononçait la peine capitale.

jette ses armes au lieu de se défendre, devrait pouvoir être métamorphosé en femme. Il sera interdit de le faire servir à la guerre, et de lui conférer aucun grade sous peine d'une amende de mille drachmes (1) à une mine suivant la fortune du contrevenant. Cette peine sera prononcée par les censeurs. Lui-même sera condamné pour sa lâcheté à une amende égale à celle que nous venons d'indiquer (2). » (XII 481-482).

Nous arrivons aux crimes contre les personnes. Sans nous soucier plus ici qu'ailleurs de suivre l'ordre fantaisiste de Platon, traitons d'abord de l'homicide volontaire. Il peut avoir été inspiré par la convoitise, l'envie, le désir de supprimer un témoin gênant (IX 433). Voici la peine prévue : « Quiconque de propos délibéré et injustement tuera de sa main un citoyen sera tout d'abord exclu de la société. Tous les parents du mort jusqu'au degré de cousin qui ne poursuivront pas le coupable en justice ou ne lui signifieront pas son interdiction, contracteront l'infamie du crime et attireront sur eux la colère des dieux, que la loi par ses imprécations fait tomber sur leurs têtes. Le meurtrier sera tenu de comparaître en justice sur la sommation de quiconque voudra venger le défunt. Celui qui prendra la charge de cette accusation,

(1) Platon semble avoir oublié qu'il a fixé le maximum de la fortune à 400 drachmes.

(2) Athènes possédait une législation semblable. Les trois principaux délits militaires donnaient lieu à trois actions publiques distinctes.

même pour sauver sa vie (1). Il sera donc condamné à la peine capitale. » (IX 432).

Passons maintenant à l'homicide involontaire, que Platon place en tête des crimes contre les personnes ainsi que l'avait fait Dracon (2). « Si quelqu'un dans les combats et les jeux publics vient à tuer son ami involontairement, qu'il soit déclaré innocent, ainsi que l'a ordonné l'oracle de Delphes. Qu'il en soit de même du médecin qui laisse mourir un malade sans qu'il y ait de sa faute. Celui qui aura tué un homme involontairement, soit de sa main, avec ou sans armes, soit à l'aide de certains breuvages ou aliments ; soit par le feu ou le froid, soit par asphyxie, en un mot par son propre corps ou à l'aide d'un corps étranger, sera regardé comme personnellement coupable d'homicide et subira les peines suivantes : S'il a tué l'esclave d'autrui, croyant qu'il fût sien, il indemniserà le maître ; en case de refus, il sera condamné en justice à payer le double du prix de l'esclave, dont l'estimation appartiendra aux juges. Quant aux expiations elles devront être plus complètes que pour ceux qui ont tué dans les jeux publics. Ce sera aux interprètes choisis par les dieux à régler ce point. Si c'est son propre esclave qu'il a tué, il devra se purifier mais ne subira aucune peine... Celui qui aura tué involontairement une personne libre sera assujetti aux mêmes expiations que le meurtrier d'un esclave. Il devra

(1) Comparer cette disposition avec l'article 323 du Code Pénal.

(2) Dans cette matière Platon n'a rien innové.

de plus se soumettre à une tradition très ancienne, en cédant la place au mort qui le poursuit et en se bannissant volontairement pendant une année. S'il a tué un étranger, il sera exclu pour autant de temps du pays de cet étranger. Si le meurtrier obéit à ces règles, le plus proche parent du mort devra user de modération envers lui et lui pardonner. Mais s'il ose se présenter dans les temples et sacrifier avec des mains souillées de sang, s'il refuse de s'exiler, le parent du défunt l'accusera de meurtre en justice et il sera condamné au double. Et si ce parent ne le poursuit pas, il contractera lui-même la souillure du crime : le mort tournera contre lui son ressentiment ; le premier venu pourra l'accuser et il sera condamné à un bannissement de cinq ans (1). Si un étranger tue involontairement un autre étranger établi dans l'Etat, n'importe qui pourra le poursuivre ; s'il est lui-même domicilié il sera banni pour un an ; s'il est de passage, quelle que soit sa victime, étranger, métèque ou citoyen, outre les expiations ordinaires, il sera banni pour toujours. S'il revenait, les gardiens des lois le condamneront à mort et ses biens seront donnés au plus proche parent de la victime. Mais si son retour était involontaire, si par exemple la tempête le jetait sur le rivage de

(1) La loi de Dracon était plus sévère. La poursuite était imposée à tous les parents, et leur accord unanime était nécessaire pour le pardon ; ils ne l'accordaient d'ailleurs qu'après paiement d'une rançon, faute duquel le meurtrier restait en exil. Si la victime n'avait pas de parents, ils étaient remplacés dans la poursuite par dix membres de la phratricie.

raillerie. Si la blessure empêche de servir la patrie à la guerre, le coupable sera de plus condamné envers la société à un dédommagement qui consistera à aller aux armées à la place du blessé. Les juges décideront dans ce cas si l'amende doit être au double, au triple ou au quadruple. » (IX 438).

« Si le frère blesse son frère par colère, ses parents, hommes et femmes, jusqu'au degré de cousin germain, s'assembleront pour juger le coupable et le livreront au père et à la mère pour le punir. En cas de désaccord, l'avis des parents paternels l'emportera. Si la famille n'est pas en état de punir l'accusé, elle le livrera aux gardiens des lois.

« Il faut que les juges qui prononceront sur les blessures faites aux parents par leurs descendants aient plus de soixante ans et qu'ils aient des enfants légitimes. Ils décideront si le coupable mérite la mort ou quelque autre peine, plus grave ou équivalente. Aucun des parents n'aura le droit de juger dans ce cas. » (IX 438).

« Si un esclave blesse une personne libre par emportement, son maître le livrera au blessé pour lui infliger tel châtiment qu'il voudra. S'il ne le livre pas, il sera tenu à la réparation du dommage. S'il croit qu'il y a collusion entre l'esclave et le blessé, il pourra porter l'affaire en justice. S'il perd il paiera le triple du dommage ; s'il gagne, il aura action de plagiat pour vol d'esclave. » (IX 438).

Viennent ensuite les blessures involontaires : « Qui-conque blessera quelqu'un sans le vouloir paiera simple-

ment le dommage ; car le législateur ne peut rien contre les cas fortuits. Les juges seront les mêmes que ceux qui punissent les blessures faites aux parents ; ils proportionneront la réparation au dommage. » (IX 438). La maladresse, la négligence, l'imprudence ne sont donc pas dans ce cas des délits.

Platon passe aux traitements injurieux, *αἰκία* : « Que tous honorent et respectent comme leurs parents ceux qui ont vingt ans de plus qu'eux ; que jamais ils ne portent la main sur des personnes assez âgées pour avoir pu les engendrer. Qu'on ne touche pas à l'étranger, même pour se défendre. Mais si l'on est attaqué par lui, qu'on le traîne devant le tribunal des astynomes, sans le frapper, pour lui inspirer plus de honte de son audace. Les astynomes instruiront le procès avec tous les égards dus au dieu protecteur des étrangers, et condamneront le coupable à recevoir autant de coups qu'il en a donné. Si l'étranger est reconnu innocent, ils feront de sévères reproches à celui qui l'a traduit devant eux... Si quelqu'un frappe une personne de son âge, ou plus âgée mais sans enfants, si un vieillard frappe un vieillard, ou un jeune homme un autre jeune homme, celui qui est attaqué se défendra avec les mains, sans armes, comme le droit naturel l'y autorise. Quiconque âgé de plus de quarante ans, se battra contre qui que ce soit, même pour se défendre, sera considéré comme grossier et sans éducation : ce sera son châtiment (1)... Si quelqu'un frappe un citoyen de vingt

(1) La loi athénienne ouvrait la *δίκη αἰκίας* à tout individu frappé

qui est tué pardonne avant de mourir à son meurtrier, quels qu'ils soient l'un et l'autre, le meurtre sera réputé involontaire et le coupable devra, après les expiations, quitter le pays pendant un an. » (IX 432).

En dehors de la légitime défense, Platon envisage les circonstances où il est permis de tuer : « Si quelqu'un surprend de nuit dans sa maison un voleur qui en veut à son argent et qu'il le tue, il sera déclaré innocent. De même si en plein jour il abat en se défendant celui qui veut le dépouiller. Quiconque voudra attenter à la pudeur d'une femme ou d'un fils de famille sera mis impunément à mort par celui ou celle qu'il outrage, par son père, ses frères et ses enfants. Tout mari qui surprendra quelqu'un faisant violence à sa femme est autorisé par la loi à lui donner la mort. L'homicide commis pour sauver la vie à son père, à sa mère, à ses enfants, à ses frères, à sa femme injustement ataqués, ne sera non plus soumis à aucune peine. » (IX 435.)

Le suicide est sanctionné de la façon suivante : « Les dieux seuls savent quelles sont les cérémonies nécessaires pour l'expiation du crime et la sépulture du coupable. Les parents du mort consulteront donc les interprètes et se conformeront à leurs décisions. Les suicidés seront enterrés seuls dans un lieu spécial, inculte et ignoré, sans honneurs, sans monument et sans inscriptions (1). » (IX 435).

(1) Platon reproduit ici le droit commun de toute la Grèce. A Athènes la main du suicidé était enterrée loin du corps.

Les coups et blessures n'ayant pas entraîné la mort, τραύματα, et les mauvais traitements sont également l'objet de nombreuses dispositions établies suivant les mêmes distinctions que les meurtres. Platon n'étudiera que certains cas, laissant aux tribunaux la solution des autres. « Si quelqu'un, ayant conçu le projet de tuer un citoyen, manque son coup et ne fait que le blesser, il ne mérite pas plus de compassion que s'il avait tué réellement, et l'on pourrait l'accuser en justice comme meurtrier (1). Néanmoins, par égard pour le génie qui a eu pitié de lui et du blessé et afin de ne pas mettre d'opposition à son bienfait, nous ferons grâce au coupable de la mort, le condamnant seulement à aller vivre dans quelque autre cité voisine en lui laissant la jouissance de son bien. De plus il indemniserà le blessé suivant l'estimation du tribunal. Ce dernier sera le même qu'en cas de meurtre... « Si un enfant blesse son père ou sa mère, ou un esclave son maître, de dessein prémédité, ils seront punis de mort. Il y aura aussi peine de mort contre celui qui aurait blessé son frère ou sa sœur dans les mêmes conditions. Le conjoint qui blessera son conjoint avec l'intention de s'en défaire sera banni à perpétuité. » (IX 436, 437).

« Quiconque sera convaincu d'avoir blessé quelqu'un par colère paiera le double du dommage ; si la blessure est sans remède, il paiera le quadruple. Il en sera de même si la cicatrice rend difforme et expose la victime à la

(1) C'est ce que décidait la loi athénienne, où la tentative était punie comme le meurtre réalisé.

l'Etat, il dressera une tente au bord de l'eau de façon à avoir les pieds dans la mer en attendant une occasion de s'embarquer. S'il était ramené de vive force, le premier magistrat entre les mains duquel il tombera le mettra en liberté et le relèguera sans lui faire aucun mal hors des limites de l'Etat. » (IX 429, 430).

Platon envisage ensuite le cas de crime commis par un inconscient (1) : « On le condamnera à la simple réparation du dommage causé, en lui faisant grâce de tous les autres châtimens. J'excepte le cas d'homicide où l'auteur s'est souillé les mains par l'effusion du sang : on l'obligera à quitter le pays pendant un an. S'il revient avant le terme fixé, s'il met le pied sur sa terre natale, il sera condamné par les gardiens des lois à deux ans de prison publique. » (IX 429).

Si l'auteur de la mort est un animal « les plus proches parents du défunt porteront l'affaire devant les juges sauf si l'accident était arrivé dans les jeux publics. Ces juges, choisis par les parents parmi les agronomes en tel nombre qu'il leur plaira, examineront le cas ; l'animal coupable sera tué et jeté hors des limites de l'Etat (2). » (IX 435).

« Si une chose inanimée (j'excepte la foudre et les autres traits lancés par la main des dieux) ôte la vie à un homme, soit par sa propre chute soit par celle de l'homme, le plus

(1) Ailleurs Platon prescrit aux familles de garder les fous à la maison sous peine d'une amende de cent drachmes à deux cinquièmes de mine suivant la classe.

(2) La loi de Moïse contient des dispositions semblables.

proche parent du mort prendra pour juge un de ses voisins et se justifiera ainsi que sa famille. La chose sera jetée hors du territoire (1). » (IX 435).

Mais il peut se faire qu'un individu soit trouvé mort sans que l'on connaisse le meurtrier : « On fera alors les mêmes significations que dans les autres cas ; on lancera l'accusation du meurtre et après le prononcé de la sentence, un héraut publiera sur la place publique que le coupable ait à s'abstenir de fréquenter les lieux sacrés et à quitter le pays sous peine, s'il vient à être découvert, d'être mis à mort et jeté sans sépulture hors des limites de la patrie du défunt. » (IX 435).

Examinons maintenant les excuses qu'un meurtrier peut invoquer. Nous avons vu que la légitime défense n'existe pas lorsqu'on est attaqué par ses parents. Voici les autres cas qui peuvent se présenter : « Si dans un combat occasionné par une sédition un frère tue son frère pour se défendre, il sera déclaré innocent comme s'il avait tué un ennemi. Il en sera de même à l'égard du citoyen ou de l'étranger qui tuerait en pareil cas un autre citoyen ou un autre étranger ; de même si le citoyen tue un étranger, ou l'étranger un citoyen, ou un esclave un autre esclave, dans les mêmes circonstances. Mais si un esclave tue une personne libre en se défendant contre elle, on lui appliquera les mêmes règles qu'au parricide : si celui

(1) A Athènes le procès était jugé par l'archonte-roi assisté des quatre *φυλοβασίλεις* réunis au prytanée. L'objet condamné était jeté hors du territoire.

ans plus âgé , les personnes présentes plus vieilles que les combattants doivent les séparer, celles du même âge ou plus jeunes que la victime doivent la défendre comme un de leurs parents. Quant au coupable, il sera poursuivi pour violences et condamné à un an de prison au moins. — Si un étranger, métèque ou de passage, frappe une personne de vingt ans plus âgée, les passants devront intervenir comme il vient d'être dit. Si l'étranger est de passage, il sera condamné à deux ans de prison; s'il est établi dans la cité, à trois ans de la même peine ou davantage. Les témoins qui n'auront pas prêté main-forte à la victime, paieront une amende d'une mine à vingt drachmes suivant leur classe. Le tribunal sera composé des généraux d'armée, des taxiarques, des phylarques et des hipparques... Si quelqu'un ose porter la main sur son père, sur sa mère ou quelqu'un de ses aïeux, les personnes présentes interviendront comme il a été dit. Le métèque qui aura défendu les parents aura une place d'honneur dans les jeux publics; s'il s'est abstenu, il sera banni à perpétuité. L'étranger de passage recevra, suivant sa conduite en la circonstance, des éloges ou un blâme. L'esclave qui aura prêté main-forte sera mis en liberté (1); sinon il recevra cent coups de fouet par ordre des agoranomes, des astynomes ou des agronomes, suivant le lieu de la scène. Tout citoyen présent, homme, femme, enfant, repoussera les attaques du fils

sans provocation. A Sparte on reconnaissait aux vieillards le droit de corriger les jeunes gens.

(1) Nos codes modernes sont moins généreux et les bonnes actions n'y sont récompensées que par la satisfaction du devoir accompli.

dénaturé en criant à l'impie; s'il ne le fait pas, il encourra la malédiction de Jupiter, vengeur des droits de la parenté et du sang. Quant à l'enfant coupable, il sera banni à jamais de la cité, et exclu de tous les lieux sacrés dans le reste du territoire (1). Les agronomes feront battre de verges à discrétion quiconque aura négligé de l'en exclure. S'il reparait dans le pays, il sera puni de mort. Quiconque aura eu quelque commerce avec lui ou l'aura touché volontairement, ne pourra reparaitre dans un temple, sur la place publique, ni même dans la cité, avant de s'être purifié. Le magistrat qui n'aurait pas traduit en justice celui qui enfreindrait ce règlement, en rendra compte au sortir de sa charge.. Si un esclave frappe un homme libre, étranger ou citoyen, les témoins de la scène interviendront sous peine d'amende. Ils devront garrotter l'esclave et le livrer à sa victime. Celle-ci le mettra dans des entraves et, après l'avoir battu à volonté à coups d'étrivières, sans toutefois diminuer sa valeur, elle le rendra à son maître qui devra le garder dans les fers tant qu'il n'aura pas obtenu sa grâce de la personne maltraitée... Toutes ces lois s'appliqueront aux femmes, soit qu'elles se frappent entre elles, soit qu'elles maltraitent des hommes ou qu'elles en soient maltraitées. » (IX 439-440).

Voici maintenant pour le manque de respect aux dieux et aux ancêtres: « Le sage rendra un culte convenable aux dieux, aux démons, aux héros. Les dieux de chaque

(1) Une action publique existait en pareil cas dans le droit athénien.

famille auront des autels particuliers avec un culte prescrit par la loi. Ensuite il faut honorer les auteurs de nos jours pendant leur vie, c'est la première de toutes les dettes ; il convient de mettre à leur service son âme, son corps et sa fortune, car tout cela leur appartient. On doit leur parler avec un respect religieux : une peine très lourde est attachée aux paroles, cette chose légère, et Némésis, messagère de la Justice, est commise pour veiller à ces sortes de manquements. Ainsi, il faut céder à la colère de ses parents, laisser un libre cours à leur ressentiment et les excuser, car un père qui se croit offensé par son fils a le droit de se courroucer contre lui... (IV 327). Les parents qui auront à se plaindre d'un manque de déférence s'adresseront à trois des plus anciens gardiens des lois ; et si c'est une femme à trois inspectrices des mariages. Les coupables seront punis de fouet et de prison s'ils sont jeunes, c'est-à-dire jusqu'à l'âge de trente ans pour les hommes et de quarante pour les femmes (*sic*). S'ils continuent, passé cet âge, à maltraiter ceux dont ils ont reçu le jour, il se tiendra une assemblée des plus vieux citoyens, au tribunal desquels on les fera comparaître. Ce tribunal décidera de l'amende ou de la punition corporelle qu'ils méritent (1). Si le vieillard outragé était trop vieux pour aller porter sa plainte lui-même, les citoyens qui en auront connaissance le remplaceront sous peine de poursuites. Le dénonciateur, s'il est esclave, aura la liberté

(1) A Athènes l'enfant irrespectueux pour ses parents était saisi et condamné à une peine arbitraire. *

pour récompensé ; s'il appartient à un autre qu'au coupable ou à l'outragé, l'Etat en paiera le prix à son maître. Et les magistrats veilleront à ce qu'on ne fasse aucun mal au dénonciateur pour se venger. » (XI 476).

Passons aux injures et aux diffamations : « Que personne ne maltraite qui que ce soit en paroles.... Que personne ne se permette de railleries dans aucun lieu public ni aucune assemblée; sinon les magistrats qui y président puniront le contrevenant sous peine de discrédit. Partout ailleurs, lorsque quelqu'un, pour provoquer ou pour répondre, se sera servi de termes injurieux, les citoyens plus âgés réprimeront par des coups ces sortes d'emportements, arrêtant ainsi un mal par un autre mal (1); faute de quoi ils seront condamnés à une amende. » (XI 477).

La raillerie est surtout dangereuse de la part des écrivains : « Nous interdisons à tout poète, faiseur de comédies, d'iambes ou d'autres pièces de vers, de tourner aucun citoyen en ridicule ni ouvertement ni par allusions (2)... Nous voulons que les athlothètes qui président aux spectacles chassent de l'Etat le jour même les contrevenants sous peine de trois mines d'amende qui seront consacrées au dieu en l'honneur duquel les jeux se célèbrent... Quant à ceux à qui nous permettons l'usage de la plaisanterie nous exigeons qu'ils agissent sans aucune ani-

(1) On le voit la peine est prononcée séance tenante sans comparution devant un tribunal et sans appel. C'est la loi de Solon.

(2) À Athènes une liberté excessive était laissée aux poètes satiriques.

mosité, sans la moindre intention de nuire, mais seulement par jeu. Le magistrat chargé de l'éducation de la jeunesse appréciera. On pourra rendre publiques les pièces qu'il aura approuvées ; mais celles qu'il aura rejetées ne seront montrées à personne. » (XI 478).

La censure d'ailleurs n'a pas seulement pour rôle d'arrêter les railleries des écrivains. Elle doit veiller à empêcher toute innovation dans les chants et les danses : les prêtres et les prêtresses sont chargés de ce soin de concert avec les gardiens des lois. Si l'auteur résistait, il pourrait être traduit en justice par tout citoyen pour impiété. « Lorsqu'on aura déterminé par autorité publique et consacré les chants et les danses qui conviennent à la jeunesse, il ne sera pas plus permis de chanter ou de danser d'une autre manière que de violer quelque autre loi. » Les chants doivent contenir des prières aux dieux à qui l'on sacrifie et ne formuler aucune demande funeste (VII 382).

Les poètes sont d'ailleurs astreints, d'une façon générale, à ne pas s'écarter de ce que l'Etat tient pour légitime, juste, honnête et beau : « Si j'étais législateur, je ne négligerais rien pour contraindre les poètes et tous mes concitoyens à tenir les mêmes discours ; je n'aurais point de châtimens assez grands pour punir quiconque oserait dire qu'il y a des méchants qui vivent heureux, et que l'utile et le juste sont deux choses différentes. » (II 289). Les auteurs, avant de publier ou de faire jouer leurs œuvres, sont toujours tenus de les faire approuver par les gardiens des lois et des censeurs spéciaux, comme

nous l'avons vu déjà à propos du persiflage et des chants.

La censure ne s'exerce pas seulement sur les écrits. Elle s'étend aux opinions exprimées en public : il est interdit de critiquer en aucune façon les institutions établies : « Quelque sages que puissent être les autres lois de Crète et de Lacédémone, une des plus belles est celle qui interdit aux jeunes gens la recherche de ce qu'il pourrait y avoir dans les lois de bon ou de défectueux, et qui leur ordonne au contraire de dire tout d'une voix et de concert qu'elles sont parfaitement belles ; laissant aux vieillards le soin de proposer aux magistrats leurs réflexions sur cet objet. » (I 270).

Les mensonges publics ne peuvent non plus laisser Platon indifférent et il tonne contre les avocats et les plaideurs de mauvaise foi si nombreux à Athènes : « La justice étant une bonne chose, comment la profession d'avocat ne serait-elle pas honnête ? Malgré tout je ne sais quelle mauvaise pratique, déguisée sous le beau nom d'art, a décrié cette profession. Il paraît que par certains artifices on arrive à gagner sa cause sans avoir le bon droit de son côté... Ce qu'il peut y avoir de plus avantageux pour notre Etat, c'est qu'il ne s'y trouve jamais personne d'habile en cet art... Celui qui voudra affaiblir chez les juges le sentiment de l'équité en plaidant de mauvaise foi pour lui-même ou pour d'autres, pourra être accusé par le premier venu comme mauvais plaideur ou déloyal avocat. L'accusation sera portée au tribunal des juges d'élite. S'il apparaît que c'est l'esprit de chicane

qui le fait agir, le tribunal décidera combien de temps il devra s'abstenir d'intenter un procès ou de plaider pour autrui. S'il est poussé par l'amour du lucre et qu'il soit étranger, on le bannira à perpétuité sous peine de mort ; s'il est citoyen il sera condamné à la peine capitale. » (XI 479).

Si les avocats doivent éviter d'induire les juges en erreur, d'autre part ceux qui peuvent éclairer le tribunal sont tenus de le faire: « Quiconque refuse de témoigner en justice, pourra être cité par celui qui a besoin de sa déposition et il sera tenu de comparaître. S'il prétend ne rien savoir, il devra le jurer par Jupiter, Apollon et Thémis. Celui qui, appelé en témoignage, n'obéirait pas à la citation, sera responsable du tort qu'il peut ainsi causer (1). » (XI 479).

« Celui qui sera convaincu deux fois de faux témoignage ne pourra plus être obligé de témoigner ; s'il ment une troisième fois, il lui sera désormais interdit d'être témoin sous peine de mort (2). » (XI 479).

« Si quelqu'un emploie la force pour empêcher son adversaire ou les témoins de celui-ci de comparaître en justice, la sentence qu'il aura obtenue sera annulée. De plus si l'individu ainsi violenté est une personne libre, le

(1) En droit athénien le témoin récalcitrant était condamné à une amende de mille drachmes.

(2) La loi athénienne punissait le faux témoignage d'une amende et de l'atimie. Mais pour que l'action fût recevable, il fallait que des réserves eussent été faites aussitôt après la déposition.

coupable sera mis aux fers pour un an et il sera loisible au premier venu de l'accuser d'attentat à la liberté. » (XII 489).

Les juges, dûment éclairés, doivent de leur côté faire montre d'une intégrité absolue : « Il faut que les citoyens chargés de quelque fonction publique l'exercent sans jamais recevoir de présents. Quiconque aura violé ce principe, même une seule fois, sera puni de mort. » (XII 490).

Ces juges dont nous exigeons l'intégrité doivent être protégés : « Si quelqu'un, après le jugement, porte préjudice aux magistrats qui l'ont condamné, ceux qu'il a lésés le déféreront au tribunal des gardiens des lois et il sera puni de mort, parce qu'un crime de cette nature est un attentat contre l'Etat et les lois (1). » (XII 492).

Mais si celui qui a mission de rendre la justice ou de remplir une autre charge publique n'a pas accompli son devoir il doit être frappé impitoyablement : « Tous les juges, tous les magistrats seront tenus de rendre compte de leurs jugements et de leur administration, hors ceux qui décident en dernier ressort. » (VI 357). Citons quelques exemples cueillis au hasard : « Si les agronomes commettent une injustice dans le jugement des procès ou reçoivent des présents, ils seront flétris ignominieusement en présence de tous les citoyens ; les autres injustices dont ils se seraient rendus coupables seront jugées

(1) D'après une traduction de M. Dareste, ce texte viserait la rébellion, le refus de s'incliner devant une décision de justice, la résistance à l'exécution de cette décision.

par les voisins et les habitants du lieu du délit si le dommage n'excède pas une mine. S'il est plus grave, ou si les agronomes accusés refusent d'acquiescer au jugement la plainte sera portée devant les tribunaux publics. Si le plaignant gagne son procès il fera payer à l'accusé le double de l'amende à laquelle il n'avait pas voulu se soumettre de bon gré. » (VI 357). Si un agronome ou un garde qui a quitté son poste est dénoncé par ses collègues il sera noté d'infamie et le premier venu pourra le frapper impunément. L'agronome qui n'aurait pas dénoncé son camarade serait soumis aux mêmes peines que s'il avait commis la faute. » (VI 357).

« Si un juge se trouvait accusé d'avoir rendu sciemment une sentence injuste, l'affaire serait portée devant les gardiens des lois et le juge condamné à payer la moitié du dommage à la partie lésée, sans préjudice de peines plus graves, corporelles ou pécuniaires, laissées à l'appréciation du tribunal, par exemple une amende au profit de la société ou du plaignant. » (VI 361). Et ailleurs : « Si les magistrats n'ont pas suivi les règles de l'équité dans l'estimation du dommage, ils seront condamnés au double envers la partie lésée sans préjudice de l'appel toujours possible devant les tribunaux publics (1). » (VIII 415). Plus loin : « Si un magistrat instruit d'un crime d'impiété ne remplit pas son devoir, il sera permis au premier venu de l'accuser lui-même d'impiété et de venger

(1) Platon pose ce principe à propos de l'estimation de dommages aux champs par la juridiction des agronomes.

la loi. » (X 459). « Le magistrat qui, par sa négligence, aura laissé faire du tort à un pupille sera condamné à un dédommagement ; si son injustice est volontaire, il sera en outre déposé de sa charge de gardien des lois. » (XI 472). « Les athlètes qui président aux spectacles paieront une amende de trois mines s'ils négligent de chasser de l'Etat les auteurs satiriques. » (XI 478). « Les censeurs jugeront les magistrats sortis de charge et exposeront sur la place publique les tablettes portant la peine à laquelle chacun d'eux est condamné. Le magistrat qui refusera de s'incliner devant la décision des censeurs devra les citer devant les juges d'élite ; s'il est absous il pourra intenter un procès aux censeurs ; s'il est déclaré coupable, la première peine sera doublée, sauf bien entendu si c'était la peine de mort. » (XII 484). « Si l'un des censeurs devient indigne, la loi ordonne à tout citoyen de l'accuser. Le tribunal sera composé des gardiens des lois, des censeurs et des juges d'élite. La formule d'accusation sera conçue en ces termes : « un tel est indigne du prix de la vertu, et de la censure. » L'accusé, s'il est reconnu coupable, sera déposé de sa charge, privé de la sépulture et des autres distinctions attachées à sa fonction. Mais si l'accusateur n'a pas pour lui la cinquième partie des suffrages, il sera condamné à une amende de douze à deux mines suivant sa classe. » (XII 485).

Mais la vertu ne consiste pas seulement à bien juger et à bien administrer. Pour que l'Etat puisse être cité en modèle il faut que tous les citoyens donnent l'exemple

de la pureté des mœurs. Là Platon a fort à faire au milieu de l'immoralité inouïe de ses contemporains. Il se déclare impuissant à la combattre autrement que par un revirement de l'opinion publique et n'ose même pas proposer de peines pour les délits de cette nature: De même qu'une loi non écrite protège le fils ou la fille de la passion de leur père et lui interdit de se livrer sur eux publiquement ou en secret à des attouchements ou à l'acte sexuel, de même il y a lieu de proclamer que les citoyens doivent se conformer à la nature dans l'union des sexes destinée à la génération. Il faut empêcher les mères de se livrer dans le même lit que leurs filles impubères aux caresses d'un même amant. Les esclaves et leurs enfants ne peuvent être obligés d'assouvir la lubricité de leurs maîtres ou de leurs maîtresses. Aucun organe ne doit être détourné de ses fonctions : la bouche ne s'abaissera à aucun contact impur ; les seins, parure de la maternité ignoreront la honte des attouchements pervers ; le commerce des hommes avec les jeunes garçons ainsi que tout abus du sexe féminin contraire aux fins de la génération doivent être condamnés. Les gardiens des lois auront à légiférer sur la matière et à ordonner qu'on se cache pour commettre de telles actions, qu'il est infâme de perpétrer au grand jour, mais ils ne devront pas exiger qu'on s'en abstienne complètement. « S'il est impossible d'obtenir qu'on ne touche à aucune personne libre, si ce n'est à sa femme; qu'on ne contracte pas avec des concubines des unions sans cérémonial dont les fruits seraient illégitimes ; et qu'on n'ait avec des per-

sonnes du même sexe : aucun commerce stérile interdit par la nature ; du moins il faut arriver à bannir entièrement l'amour des petits garçons (VIII 407 à 411 et *passim*) (1). » Mais Platon reconnaît que ce n'est là qu'un souhait.

Il est plus catégorique pour l'adultère et il sanctionne ce délit de la façon suivante : « Quant à l'amour des femmes, si quelqu'un en connaissait une autre que celle qui est entrée en sa maison sous les auspices des dieux par les cérémonies sacrées du mariage, qu'il l'ait obtenue par achat ou autrement, et que sa conduite soit connue, il sera privé comme infâme de tous les privilèges du citoyen et réduit à la condition d'étranger. » (VIII 411).

Mais la fidélité n'est pas le seul devoir des époux. Les nouveaux mariés sont soumis à des prescriptions impératives dont nous avons donné un aperçu au chapitre du mariage. Les inspectrices sont chargées de visiter les jeunes époux qui ne se conformeraient pas aux règles normales de l'amour. Si leurs remontrances ne suffisent pas, elles porteront plainte aux gardiens des lois. S'ils n'en viennent pas à bout, ils dénonceront les coupables au public en affichant leurs noms. Ils seront déclarés infâmes, dépouillés du droit d'assister aux noces et aux sacrifices célébrés à l'occasion de la naissance des enfants ; s'ils osent s'y présenter ils pourront être frappés impunément (VI 373).

Veut-on se réfugier dans le célibat, Platon intervient

(1) La loi athénienne punissait de mort ceux qui avaient corrompu de jeunes garçons.

encore. Si à l'âge de trente-cinq ans un citoyen n'est pas marié, il devra payer chaque année une amende de cent à trente drachmes suivant sa classe ; cet argent est consacré à Junon. S'il ne paie pas exactement à chaque terme il sera condamné au décuple. L'économe de la déesse est chargé de percevoir cette amende ; s'il ne la réclame pas, on la lèvera sur ses propres biens. Les célibataires n'auront droit à aucune déférence de la part des citoyens plus jeunes qu'eux ; s'ils s'avisent de châtier quelqu'un, les personnes présentes seraient dans l'obligation d'intervenir et de repousser leurs coups (VI 366).

On se mariera donc et l'on aura des enfants. Nous avons vu que l'hygiène de l'enfance était réglementée. Mais Platon n'ose, par crainte du ridicule, sanctionner les règles qu'il propose. Il décide pourtant que les nourrices et les individus chargés de la garde des bébés de trois à six ans seront sous la surveillance de douze femmes qui auront pouvoir de faire châtier par les esclaves publics les personnes fautives si ce sont des étrangers ou des esclaves ; si ce sont des citoyens, elles les châtieront elles-mêmes. En cas de contestation, ce rôle sera rempli par les astynomes (VIII 378). Plus tard la même surveillance continue : « Tout homme libre sera autorisé à châtier l'enfant et le précepteur ou le maître qu'il aura surpris en faute (1). » (VII 388).

L'instruction obligatoire est sanctionnée par une loi ; de même la gymnastique quotidienne et l'apprentissage

(1) Il s'agit sans doute des outrages aux bonnes mœurs.

du métier des armes, auquel chacun s'exercera au moins un jour par mois sous peine d'ignominie.

Si l'enfant est orphelin la loi le protège d'une façon spéciale : « Celui qui commettra quelque injustice envers un enfant qui n'a plus ni père ni mère sera puni deux fois plus que s'il avait encore ses parents. » « Si le tuteur s'écarte de ses devoirs, le magistrat chargé de le surveiller lui appliquera une peine appropriée. Si c'est le magistrat, le tuteur le citera au tribunal des juges d'élite ; le tort fait au pupille sera estimé et le coupable condamné au double. Le tuteur convaincu de négligence ou de prévarication sera condamné au quadruple du dommage. La moitié de l'amende ira au pupille et l'autre moitié à celui qui aura poursuivi l'affaire en justice (1). L'orphelin devenu pubère a pendant cinq ans une action contre son tuteur (2) ; si ce dernier est convaincu de malversation, le tribunal appréciera la peine à lui infliger. » (XI 472). « Si des orphelins viennent à perdre leur tuteur, les parents et alliés paternels et maternels jusqu'au degré de cousin germain, en nommeront un autre dans les dix jours ou paieront chacun une drachme d'amende par jour jusqu'à ce qu'ils l'aient nommé (3). » (VI 360).

L'enfant une fois inscrit comme citoyen a des devoirs

(1) On le voit la dénonciation est toujours favorisée et récompensée dans le système de Platon. Elle y constitue une des bases de l'ordre social.

(2) Comme nous l'avons vu, l'action de tutelle, criminelle chez Platon, était civile dans la loi athénienne.

(3) C'est le système de l'astreinte, auquel Platon a recours en maintes circonstances.

auxquels il ne peut se soustraire. Il doit contribuer aux frais des sacrifices en temps de paix et aux dépenses de la guerre sous peine d'amende et de saisie. Il doit voter. Platon, à propos de l'élection des sénateurs, développe tout un système d'amendes compliqué et curieux, pour les abstentionnistes ; mais nous ne saurions l'étudier sans sortir de notre sujet. De même quiconque refusera de désigner les agronomes sera réputé mauvais électeur et condamné à une amende de cinquante drachmes (VI 353, 358).

Les citoyens de la première et de la deuxième classes sont également obligés d'assister à l'assemblée publique sous peine d'une amende de dix drachmes (VI 359).

Ils ne peuvent se dispenser non plus de faire partie des chœurs. Les gardiens des lois infligeront une amende aux absents. Ils doivent aussi se plier aux lois sur les fêtes ; il y a 365 sacrifices par an et douze cérémonies en l'honneur des divinités des douze tribus auxquelles on doit sacrifier chaque mois avec accompagnement de chœurs (VIII 401). Les femmes assisteront seules à certaines fêtes. Dans d'autres elles seront admises avec les hommes. Ces fêtes comprennent des concours de toute sorte qui doivent être réglementés : « Quiconque aura empêché par la force un concurrent de venir disputer le prix aux combats de gymnastique, de musique ou autres et aura ensuite remporté la victoire perdra son prix qui sera attribué à celui qui a été empêché de concourir ; ce dernier aura de plus une action en réparation du dommage causé. » (XII 489).

Tous ces amusements doivent suffire aux habitants de notre cité, et ils ne peuvent être admis à chercher aventure dans les pays étrangers : « Qu'il ne soit permis à aucun citoyen, avant l'âge de quarante ans, de sortir des limites de l'Etat. On ne doit voyager qu'au nom de la cité en qualité de héraut, d'ambassadeur ou d'observateur. Celui qui reviendrait gâté par ses voyages et affectant une fausse sagesse ne pourra avoir commerce avec personne. S'il est convaincu en justice de vouloir introduire des changements dans l'éducation et les lois, il sera condamné à mort. » (XII 487, 488).

Le citoyen restera donc dans l'Etat. Pour l'y attacher, il a son lot de terres, ses deux habitations et son petit avoir. Il faut que cette propriété soit mise à l'abri des attaques : « Que personne ne prenne rien de ce qui appartient à autrui ni pour l'emporter ni pour s'en servir (1) sans le consentement du propriétaire. » (X 441). « Il n'y aura qu'une même loi et une même peine pour tous les vols grands et petits. Celui qui sera convaincu de larcin rendra au double ce qu'il a dérobé s'il a assez de fortune en dehors de son lot pour payer ; s'il n'en a pas suffisamment il demeurera dans les fers jusqu'à ce qu'il ait satisfait celui qui l'a poursuivi en justice ou qu'il en ait obtenu grâce. La même loi s'appliquera à celui qui a volé une chose publique (IX 422) (2). » Cependant nous lisons

(1) C'est le *furtum usus* des Romains.

(2) La loi de Dracon frappait le voleur de la peine de mort dans tous les cas. Plus tard les petits vols furent seulement sanctionnés

ailleurs : « Quiconque aura détourné les deniers publics en grande ou en petite quantité, doit être puni d'une peine égale, car la minimité de la somme indique chez celui qui la dérobe non pas moins d'avidité, mais moins de pouvoir. Ce n'est donc pas à l'importance du vol qu'il faut avoir égard pour l'application de la peine, mais à la possibilité d'amendement du coupable. Aussi tout étranger, tout esclave convaincu d'avoir touché aux deniers publics, sera puni corporellement ou pécuniairement à la discrétion des juges qui présumeront qu'il peut encore s'amender. Au contraire; tout citoyen convaincu d'avoir volé sa patrie de façon violente ou dissimulée (1) après une éducation telle que celle qu'il a reçue de nous sera regardé comme un malade désespéré et condamné à mort, qu'il ait été pris sur le fait ou non (2). » (XII 480). Et plus loin : « Quiconque aura fait tort à autrui par vol ou rapine sera condamné à une amende plus forte si

par la restitution au double ou au décuple suivant que l'objet était retrouvé en nature ou non. Bientôt les plaignants renoncèrent à intenter l'action publique et préférèrent l'action privée qui leur procurait outre la restitution sus-indiquée la faculté de faire infliger au voleur par le tribunal des Héliastes la peine des entraves au pied pendant cinq jours.

Le voleur pris en flagrant délit, comme d'ailleurs tout autre délinquant saisi sur le fait, pouvait être amené devant les Onze et tué sans discussion.

Quant à l'escroquerie, elle ne constituait pas un délit et ne donnait lieu qu'à des réparations civiles.

(1) Platon paraît envisager en même temps le vol et l'abus de confiance.

(2) On le voit Platon abandonne avec beaucoup de sagesse, la distinction entre le *furtum manifestum* et le *furtum nec manifestum*.

le préjudice est plus grand ; plus petite s'il est moindre ; en général la peine sera toujours proportionnée au dommage, qui devra être entièrement réparé. De plus, tout malfaiteur sera condamné à un châtimement convenable en vue de son amendement (1). » (XI 476, 477).

Le vol de récoltes est sanctionné aussi, après une curieuse disposition relative à l'époque prescrite pour récolter : « Quiconque touchera aux raisins ou aux figes dans son propre champ ou dans le champ d'autrui avant le temps de la récolte, qui concourt avec le lever d'Arcturus (2), paiera une amende de cinquante drachmes consacrée à Bacchus s'il s'agit de son propre champ ; d'une mine s'il s'agit du champ du voisin ; des deux tiers d'une mine s'il s'agit de tout autre... (3). Tout propriétaire a le droit de cueillir sur ses terres les raisins qui ne sont pas de conserve et les figes dites franches ; s'il en fait autant dans le champ d'autrui sans permission il serait puni d'après la loi de Solon qui interdit de toucher à ce qu'on n'a pas planté. Si le coupable est un esclave, il recevra autant de coups de fouet qu'il a pris de figes

(1) Platon paraît se contredire. Tantôt il proclame que la peine doit être uniforme quelle que soit l'importance du vol, tantôt il parle de la proportionner au dommage. Voici sa pensée : la peine corporelle sera indépendante du montant du vol : son quantum sera réglé suivant la responsabilité et la possibilité d'amendement du coupable. Quant à l'amende au double, elle s'élèvera forcément avec le dommage causé.

(2) Fin d'août.

(3) Platon envisage le cas où l'on a aidé un autre propriétaire à récolter en temps prohibé.

ou de grains de raisin. Le métèque ne pourra prendre de ces fruits qu'à la condition de les payer. L'étranger en voyage qui aura envie de se rafraîchir pourra cueillir, lui et un domestique de sa suite, autant de figues franches et de raisins francs qu'il voudra sans rien donner, car c'est là un présent dû aux hôtes. Mais la loi lui interdit de toucher aux fruits dits champêtres. Si par ignorance un étranger ou son esclave en prenait, l'esclave sera puni de coups de fouet ; quant au maître on ne lui fera aucun mal (1), mais on l'avertira qu'il n'a le droit de toucher qu'aux raisins qui ne sont bons ni à sécher ni à faire du vin, et aux figues qu'on ne saurait mettre en en réserve. Quant aux poirés, aux pommes, aux grenades et autres fruits du même genre, il ne sera pas très grave d'en prendre en cachette ; pourtant si un jeune homme de moins de trente ans est pris sur le fait, on pourra l'en empêcher et le frapper mais sans lui faire de blessure ; même un homme libre n'aura aucune action en justice pour les coups reçus à ce sujet. L'étranger aura le même droit sur ces fruits que sur les raisins et les figues. Le citoyen de plus de trente ans qui se contentera d'en manger sans en emporter jouira du même privilège. Mais s'il agit en fraude il s'expose au risque de ne pouvoir disputer le prix de la vertu (2). » (VIII 414).

On peut assimiler au voleur celui qui s'approprie un

(1) Comment expliquer chez un philosophe une disposition aussi injuste ?

(2) C'est la loi de Sparte.

trésor qu'il découvre : « Le premier qui aura pris sur le fait quelqu'un qui touche sans l'assentiment du propriétaire à un trésor que ni lui ni ses ancêtres n'ont déposé, devra le dénoncer aux astynomes, aux agoranomes ou aux agronomes suivant le lieu. L'Etat enverra alors consulter l'oracle de Delphes et il se conformera à ce que le dieu aura ordonné qu'on fasse du trésor et de celui qui l'a pris (1). Si le dénonciateur est de condition libre, il aura comme récompense la gloire de passer pour un homme de bien ; s'il ne dénonce pas il sera réputé mauvais citoyen. Si c'est un esclave l'Etat lui accordera la liberté et paiera à son maître le prix qu'il a coûté. Si un esclave ne dénonce pas le coupable, il sera condamné à mort (2). » (XI 460, 461).

On ne peut non plus garder les objets perdus qu'on trouve par hasard : « Si quelqu'un laisse volontairement ou non dans un lieu public un objet qui lui appartient, celui qui le verra n'y touchera point, persuadé que ces sortes de choses sont sous la garde des divinités des chemins. Si malgré cette défense un esclave s'en emparait, les témoins âgés de plus de trente ans lui donneront autant de coups de fouet qu'ils voudront. Si le coupable est un homme libre, il sera réputé indigne de jouir du bienfait

(1) La loi de Solon s'exprime ainsi : « Si ce n'est pas toi qui as caché le trésor tu n'as pas le droit de le prendre ».

(2) Avec ce système, il n'est plus besoin de policiers, tous les habitants se surveillant l'un l'autre. C'est peut-être excellent pour l'ordre public, mais on ne peut s'empêcher d'éprouver une certaine répugnance à voir ainsi la délation passer au rang de vertu.

des lois et paiera au propriétaire de la chose le décuple de sa valeur. » (XI 462).

Le recel est assimilé au vol (1) : « Quiconque recèlera sciemment une chose volée, quelque insignifiante qu'elle soit, sera passible de la même peine que s'il l'avait dérobée. Celui qui recèlerait chez lui un banni sera puni de mort. » (XII 489).

Après le vol nous pouvons placer les dommages à la propriété. Les dégâts causés aux édifices publics sont réprimés par les agoranomes. Si le coupable est un étranger ou un esclave il sera battu de verges et emprisonné. Si c'est un citoyen, les agoranomes le jugeront jusqu'à concurrence de cent drachmes. S'il s'agit d'une peine plus forte et jusqu'au double, ils jugeront avec les astynomes. Ces derniers dans leur ressort décideront seuls jusqu'à une mine d'amende, et avec les agoranomes au delà (VI 359).

Quant aux dommages à la propriété privée ils peuvent être de diverses natures : « Quiconque aura usé de certains médicaments pour faire périr les bestiaux ou les abeilles d'un citoyen, ou lui causer quelque autre préjudice sera puni de mort s'il exerce la médecine. Sinon les juges estimeront la peine qui convient. Celui qui se servira de ligatures, de charmes, d'enchantements ou de tout autre maléfice dans le but de nuire sera condamné à mort s'il est devin ou versé dans l'art d'observer les

(1) Il en était de même à Athènes.

prodiges ; si tel n'est pas le cas, le tribunal décidera de la peine (1). » (XI 476).

On peut encore causer des dommages d'autre sorte :
« Que personne ne touche aux bornes qui limitent les champs ; on s'est engagé par serment à les laisser en place. Celui qui oserait les déplacer sera jugé, et condamné à la peine que le tribunal arbitrera. » (VIII 412).

« Quiconque, dépassant les bornes, aura travaillé comme sien le champ du voisin paiera le dommage au triple. Les juges compétents sont les agronomes ; pour les délits très importants ils s'adjoignent douze gardes. Ils estiment également les dommages résultant de la mise en pâture des bestiaux. Celui qui s'appropriera les essains d'abeilles d'autrui et les attirera chez lui en frappant sur des vases de cuivre devra dédommager le propriétaire.

« Celui qui, mettant le feu à des débris, n'aura pas pris les précautions nécessaires pour ne pas nuire aux voisins paiera également le dommage selon l'estimation des juges. Il en sera de même si en plantant on n'observe pas la distance prescrite entre le plant et le champ du voisin... (2). »

« Si quelqu'un éprouve un dommage du fait d'un propriétaire habitant plus bas qui n'assure pas l'écoulement des eaux de pluie ; ou du fait du voisin d'en haut qui les laisse s'écouler à l'aventure, et qu'ils ne puissent s'accorder à l'amiable, celui qui se croira lésé s'adressera aux

(1) C'est la loi de Dracon. Elle avait créé deux sortes d'actions publiques pour réprimer ces agissements.

(2) La loi de Solon fixait la distance à cinq ou neuf pieds suivant les arbres.

astynomes si c'est à la ville, aux agronomes si c'est à la campagne. Ils se transporteront sur les lieux et régleront ce que chaque partie doit faire. L'arrangement décidé, celui qui ne l'exécutera pas sera condamné envers l'autre au double du dommage pour avoir refusé d'obéir aux magistrats. » (VIII 413, 414).

« Quiconque aura corrompu l'eau de source ou de pluie appartenant à autrui, en y jetant des drogues, ou l'aura détournée, sera tenu de réparer le préjudice causé suivant l'estimation apportée devant les astynomes par le propriétaire ; le réservoir corrompu devra être nettoyé conformément aux règles prescrites par les interprètes. » (VIII 414).

Le respect de la propriété n'empêche pas le droit de chasse et de pêche (1) : « Que personne n'empêche les citoyens de chasser partout où ils voudront. Mais qu'on ne souffre nulle part les chasseurs de nuit qui se servent de lacets et de toiles. La chasse aux oiseaux est permise sur les terres incultes et les montagnes, mais non sur les terres cultivées ou consacrées aux dieux. La pêche est interdite dans les ports, les fleuves, les lacs et les étangs sacrés ; partout ailleurs on pourra pêcher à la condition de ne pas se servir de drogues (VII 401).

Mais si la propriété est sauvegardée par les dispositions qui ont été étudiées plus haut, par contre la loi lui assigne

(1) Les Grecs permettaient la chasse sur toutes les propriétés non closes. La chasse de nuit avec filets n'était autorisée que loin des villes.

des limites rigoureuses et une réglementation sévère.

Les maisons doivent être toutes bâties sur un même modèle et dans un alignement parfait sous peine d'amende prononcée par les astynomes (VI 358, 370).

Les fortunes ne peuvent dépasser les proportions que nous avons indiquées au chapitre des Biens. Le surplus, nous l'avons dit, doit être versé à l'Etat par le propriétaire. Celui qui le dénoncera aura pour récompense la moitié de cet excédent. Le contrevenant sera condamné à payer une somme égale à ce qu'il a possédé en trop. En outre tout citoyen pourra lui intenter une action infamante devant les gardiens des lois. Le thésaurisateur n'aura plus aucune part des biens communs au public et la sentence demeurera affichée tant qu'il vivra (V 34²).

L'esclave affranchi ne peut être plus riche que son ancien maître. S'il le devient il doit, nous l'avons vu, verser le surplus à son patron. Tout affranchi ou même tout étranger dont les biens dépasseraient le taux de la troisième classe sera obligé de quitter l'Etat dans les trente jours sous peine de mort et de confiscation prononcées par les tribunaux de tribus (XI 462).

Il est interdit, comme à Sparte, d'avoir chez soi aucune pièce d'or ou d'argent. Si à la suite d'un voyage on possède des monnaies étrangères, il faut les porter au Trésor public pour en recevoir la valeur en jetons du pays, de valeur fictive. Si l'on découvre que quelqu'un a gardé cet argent il sera confisqué. Celui qui aurait négligé de dénoncer le coupable subira le même opprobre que lui et sera

condamné à une amende au moins égale à la somme importée (V 344).

Tous les moyens de s'enrichir sont interdits aux citoyens comme dangereux pour la vertu. Il leur est défendu de faire du commerce (sauf pour leurs produits agricoles) ou d'exercer une profession mécanique (1) : « Quiconque exercera un trafic indigne de sa condition sera cité devant le tribunal des citoyens les plus vertueux, accusé de déshonorer sa famille, et condamné à un an de prison. En cas de récidive la prison sera de deux ans ; et on doublera la peine chaque fois que le coupable renouvellera sa faute (2). » (VIII 412, 415; XI 466).

Les étrangers, à qui ces professions sont permises, ne peuvent exercer deux métiers à la fois. Les astynomes condamneront les contrevenants à la prison et à l'amende; ils les chasseront même de la cité et les forceront, par la crainte de ces châtiments « à être un seul homme et non plusieurs » (VIII 415).

L'Etat doit se suffire à lui-même et garder ses produits. Il est interdit en tout cas de payer aucun droit de douane pour l'exportation ou l'importation d'une marchandise (3). Les douze plus jeunes gardiens des lois sont chargés de faire observer ce règlement (VIII 416).

1) Ces métiers étaient vus avec défaveur dans toute la Grèce.

2) Le principe des peines élevées contre les récidivistes est ainsi proclamé.

3) Les droits de douane s'élevaient au cinquantième de la valeur à Athènes. L'huile et les grains ne pouvaient être exportés.

À Sparte le commerce extérieur était totalement interdit.

Les marchés sont surveillés par les agoranomes. Le prix des denrées est fixé en tenant compte du bénéfice normal du vendeur : « Il faut que les gardiens des lois prennent l'avis de personnes compétentes, examinent avec elles le prix de revient de chaque marchandise et fixent un profit raisonnable pour le commerçant. On inscrira ensuite ce que l'acheteur peut exiger en échange du prix. Les agronomes, les astynomes et les agoranomes feront observer ces règlements. Grâce à ces précautions, le commerce profitera aux citoyens et n'aura que de faibles inconvénients pour la vertu de ceux qui l'exercent (1). » (XI 466).

« Celui qui vend au marché ne doit jamais avoir deux prix pour ses denrées ; s'il ne trouve pas d'acheteurs au tarif d'abord indiqué, il doit les remporter pour les remettre en vente un autre jour, car on ne doit pas changer son estimation dans une même journée. D'autre part, il est interdit au commerçant de vanter sa marchandise en employant des serments, sous peine d'être frappé impunément par les citoyens présents âgés de plus de trente ans (2). L'abstention de ceux-ci serait même blâmable. Celui qui pourra convaincre devant les magistrats un marchand d'avoir vendu une denrée falsifiée, aura celle-ci pour lui, s'il est esclave ou métèque. Le citoyen qui ne dénoncerait pas le coupable sera réputé

(1) On le voit Platon, en interdisant les prix exagérés, a en vue le bien du vendeur plus encore que celui de l'acheteur. Cette conception paraîtrait bien curieuse aujourd'hui.

(2) C'était l'usage à Sparte.

indigné. S'il le dénonce avec juste raison, la chose vendue sera consacrée aux divinités qui président au marché. Le commerçant coupable, outre la confiscation de sa marchandise, recevra autant de coups qu'elle sera estimée de drachmes et le héraut publiera sur la place la raison de cette punition... (1). Les agoranomes et les gardiens des lois, après avoir pris avis d'experts en matière de tromperies et de falsifications, régleront ce qui sera permis ou défendu aux marchands ; ces règlements seront affichés à un poteau devant la maison des agoranomes (2). » (XI 464).

Ces derniers, chargés de la police des marchés, doivent surveiller les agissements de chacun sur la place publique. Il leur est enjoint notamment de chasser ceux qui ne craignent pas de ramasser de quoi vivre à force de sollicitations, en mendiant. Les agronomes auront le même devoir dans les campagnes (XI 478).

Quant aux ivrognes ils seront inconnus si les règles édictées par Platon sont observées : il interdit l'usage du vin, non seulement aux esclaves mais aussi aux enfants jusqu'à dix-huit ans. Jusqu'à trente ans tout excès est prohibé. Ce n'est qu'après quarante ans qu'un citoyen pourra se livrer à la joie des banquets, et inviter Bacchus à venir prendre part à ses orgies. Ce dieu apportera

(1) Comparer avec notre procédé d'affichage des jugements en matière de fraudes.

(2) Toute tromperie était sévèrement réprimée par la loi athénienne.

avec lui cette divine liqueur dont il a fait présent aux hommes comme remède à l'austérité de la vieillesse pour dissiper leurs chagrins et adoucir la sévérité de leurs mœurs. Pourtant certaines circonstances excluent totalement l'usage du vin. Platon reproduisant la loi de Carthage, l'interdit à tous ceux qui portent les armes, car les guerriers ne doivent boire que de l'eau (1). Il l'interdit également aux magistrats pendant l'année où ils sont en charge, aux pilotes et aux juges quand ils exercent leurs fonctions, ainsi qu'à tous ceux qui sont assemblés pour délibérer sur un sujet important. Le vin en tout cas ne doit pas être absorbé pendant le jour sauf par les malades et les affaiblis. Les personnes mariées s'en abstiendront au moment de la procréation. Et Platon ajoute qu'il existe encore mille autres circonstances où la loi, comme le bon sens, doivent interdire l'usage du vin (II 292, 298).

Les festins de noces sont l'objet de réglementations spéciales. Chaque époux ne pourra y inviter plus de cinq amis et de cinq parents (2). La dépense, proportionnée au revenu, ne pourra excéder une mine, sous peine de punition par les gardiens des lois. Le trousseau de l'épousée est limité comme nous l'avons vu au chapitre du mariage : « Si pour l'habillement de la future on donne ou l'on reçoit plus de cinquante drachmes pour la dernière classe, d'une mine pour la troisième, d'une mine et

(1) Il serait bien mal reçu aujourd'hui.

(2) A Athènes, le nombre des invités ne pouvait dépasser trente

demie pour la seconde et de deux mines pour la première, on paiera le double au trésor public, et ce qu'on aura donné ou reçu sera consacré à Jupiter et à Junon. Les économistes des temples de ces dieux auront soin de lever cet impôt, faute de quoi ils paieront l'amende de leurs deniers. » (VI 366, 367).

Comme la naissance et le mariage, la mort est réglementée, et c'est par là que Platon termine : « On ne creusera point de tombeau, on n'élèvera point de mausolée dans un terrain propre à la culture. L'importance d'un monument funéraire ne pourra dépasser le travail de cinq hommes pendant cinq jours. L'éloge du défunt sera contenu dans quatre vers héroïques et le marbre ne devra pas excéder la grandeur nécessaire pour les inscrire. Le corps ne restera exposé dans la maison que pendant trois jours, délai suffisant pour s'assurer de la mort. Les frais des funérailles ne dépasseront pas cinq mines pour la première classe et une mine pour la quatrième. Les parents choisiront un gardien des lois pour présider aux obsèques. Pendant le trajet les lamentations et les cris seront interdits ; le cadavre ne sera pas porté à découvert et on ne lui adressera pas la parole. Les contrevenants seront punis par les gardiens des lois (1). (XII 492, 493).

(1) On trouve des règlements analogues dans la loi de Solon.

CHAPITRE X

LA PROCEDURE

Nous avons déjà dit quelques mots de l'organisation judiciaire. Il nous faut y revenir et rechercher aussi dans l'œuvre de Platon les règles de procédure qui s'y trouvent éparses. Voici les textes, rapprochés et débarrassés des longueurs qui les étouffent. Nous nous bornerons à les juxtaposer ; le lien qui les unit apparaîtra de lui-même.

« Un juge passif qui, dans la discussion des causes, n'ajouterait rien à ce que dit chacun des plaideurs, comme il arrive dans les arbitrages, ne serait pas en état de rendre la justice ; d'où il suit qu'il n'est pas possible de bien juger s'il y a beaucoup de juges ou s'ils sont ignorants. Il est nécessaire que les points litigieux soient suffisamment éclaircis. Or rien n'est plus propre à projeter la lumière sur une affaire que le temps, la lenteur et les nombreuses informations (1). Il faut que ceux qui

(1) C'est exactement ce que répondait notre Garde des Sceaux actuel à une récente interpellation à la Chambre des députés.

ont ensemble quelque différend s'adressent d'abord à leurs voisins, à leurs amis, à tous ceux qui peuvent être au courant du sujet de la contestation. Si la question n'est pas suffisamment tranchée par ces arbitres, on aura recours à un autre tribunal. Enfin si le procès n'est pas définitivement résolu devant ces deux juridictions, une troisième décidera sans appel (1). » (VI 360).

« Les premiers juges seront ceux que les parties auront choisis d'un commun accord, ce sont plutôt des arbitres que des magistrats. Le second tribunal sera composé des juges de chaque bourgade et de chaque tribu. On aura recours à lui lorsqu'on n'aura pu s'accorder devant le premier, et la peine sera plus élevée pour celui qui succombera : le défendeur appelant, à nouveau condamné, paiera une amende égale au cinquième du montant de la demande. Il peut appeler une seconde fois devant les juges d'élite ; mais s'il succombe encore il paiera une fois et demie le montant de la somme réclamée. Quant au demandeur condamné par les arbitres qui appelle au second tribunal, il aura pour lui le cinquième en plus de la somme due, s'il gagne ; mais s'il perd il en paiera lui-même autant. S'il se pourvoit devant le troisième tribunal et qu'il perde son procès, il paiera la moitié de la somme qu'il réclamait (2). » (XII 490).

(1) Nous avons vu (page 13) que Platon distingue les actions privées où la poursuite n'intéresse qu'un particulier, et les actions publiques où l'Etat est intéressé à la répression et qui appartiennent à tous les citoyens. On se rappelle que ces deux sortes d'actions sont jugées par des tribunaux différents.

(2) A Athènes, celui qui attaquait devant le tribunal la décision

« Les juges d'appel, qui doivent prononcer entre ceux qui n'ont pu s'accorder devant les autres tribunaux, donneront leur voix publiquement ; les sénateurs et tous les autres magistrats qui les ont élus seront tenus d'assister au jugement et d'être témoins de la sentence ; les autres citoyens y assisteront si bon leur semble. » (VI 361).

« Un des plus grands désordres qui puissent arriver dans un Etat, c'est que les tribunaux, faibles et passifs, dérobent leurs jugements à la connaissance du public, et tranchent les procès à huis clos ; ou, ce qui est bien plus fâcheux encore, qu'on n'y garde aucun silence et que le tumulte y règne comme au théâtre. » (IX 436).

« Pour les causes portées devant l'assemblée du peuple, la procédure s'instruira par devant trois juges du tribunal suprême (1), choisis du commun accord de l'accusateur et de l'accusé, ou, en cas de désaccord par celle des deux parties à laquelle le Sénat aura donné le choix. » (VI 362).

« Le jugement entraînant la peine capitale n'appartiendra qu'aux gardiens des lois ou à un tribunal composé des meilleurs magistrats de l'année précédente (2). » (IX 420).

« Nous laissons aux jeunes législateurs le soin de régler

des arbitres devait consigner une somme égale au dixième de la demande, et au cinquième s'il plaidait contre l'Etat.

(1) C'est là une heureuse innovation.

(2) Platon semble avoir oublié qu'il avait ailleurs confié les actions publiques à l'Assemblée du peuple. Le tribunal qu'il institue ici rappelle l'aréopage d'Athènes.

les formalités de l'appel en justice, des citations et des autres procédures. Mais il est de notre devoir de faire des lois sur la forme des jugements : que chaque juge donne son suffrage à découvert ; qu'ils soient tous assis par rang d'ancienneté, ayant en face l'accusateur et l'accusé ; que tous les citoyens qui n'auront point d'affaires urgentes soient assidus et attentifs à ces jugements. L'accusateur parlera le premier ; l'accusé répondra (1). Puis le plus ancien des juges commencera à les interroger, pour sonder la valeur de leurs arguments. Tous les autres feront de même et demanderont les éclaircissements nécessaires. On prendra note de ce qui aura été dit de plus décisif ; et cet écrit, scellé et signé de tous les juges, sera déposé dans le temple de Vesta. Le lendemain la procédure se poursuivra par un nouvel interrogatoire suivi d'un nouveau procès-verbal. Après trois séances consécutives, quand toutes les preuves, toutes les dépositions, auront été recueillies, chaque juge, au moment de donner le suffrage sacré, prendra Vesta à témoin qu'il fait tout le possible pour juger selon la justice et la vérité ; et l'on mettra ainsi fin au litige (2). » (IX 421).

1) Dans la procédure athénienne, si l'accusé ou le défendeur cité en justice ne comparait pas et n'amenait pas ses témoins, il était condamné par défaut. Il en doit être de même dans le système de Platon.

(2) La procédure préconisée ici est un peu différente de celle pratiquée à l'aréopage. Platon supprime le serment des parties, le droit de répliquer et celui pour l'accusé de prévenir au cours du procès la condamnation par la fuite. Devant l'aréopage, l'instruction se faisait en trois audiences séparées par un mois d'intervalle, puis

« Lorsqu'il s'intente un procès, le législateur, s'il a du bon sens, n'exigera le serment d'aucune des parties ; mais il obligera le demandeur à consigner simplement par écrit ses prétentions, et son adversaire, à produire de même ses moyens de défense. » (XII 485).

« Tout juge prêterait serment avant de rendre sa sentence, comme les électeurs et les arbitres des concours. En général on ne le prêterait que lorsque l'on n'a rien à gagner en se parjurant. Mais s'il y a avantage à nier, on aura recours aux voies ordinaires de la justice, sans serment (1). Les imprécations, les prières et les lamentations seront interdites devant les tribunaux. Les parties devront exposer leurs raisons avec calme et bienséance et écouter de même celles d'autrui. Les juges emploieront leur autorité à faire respecter cette règle. On ne tiendra pas compte de ce qui aura été dit d'une autre manière... Quant aux étrangers ils pourront mutuellement se déférer et recevoir le serment décisive, comme cela se pratique aujourd'hui. Il en sera de même pour les actions intentées entre citoyens, dans les cas où la désobéissance aux lois n'en

venaient les plaidoiries et le vote. Au contraire Platon place les plaidoiries avant l'instruction. Il laisse en outre aux juges une plus grande liberté et leur permet de recourir à tous les procédés de nature à les éclairer.

(1) En Grèce, l'ordalie était, aux époques primitives, le moyen de preuve ordinaire. Le juge consultait les oracles et les songes. Le serment prêté par un certain nombre de personnes constituait une preuve irréfutable. A l'époque de Platon, il jouait encore un rôle prépondérant en justice.

traînerait ni le fouet, ni la prison ni la mort (1). » (XII 486).

« Tous les différends qui pourraient survenir à l'occasion des étrangers, qu'ils soient demandeurs ou défendeurs, seront tranchés par les prêtres, jusqu'à cinquante drachmes, et au delà par les agoranomes (2). » (XII 488).

« Si l'on appelle en témoignage quelqu'un des juges, il ne pourra plus siéger dans l'affaire. Toute femme de condition libre au-dessus de quarante ans, pourra témoigner. Les esclaves des deux sexes et les enfants pourront être appelés à déposer mais seulement en cas de meurtre et à la condition de donner caution de se représenter à tout moment jusqu'à la fin du procès, pour le cas où ils seraient accusés de faux témoignage (3). Chacune des parties sera en droit de s'inscrire en faux contre les dépositions des témoins adverses, avant le jugement. Les reproches seront enregistrés par écrit, scellés des deux parties et déposés chez les magistrats qui les représenteront lorsqu'il s'agira de statuer sur la bonne foi des témoins. » (XI 479).

(1) Il est à remarquer que Platon ne distingue jamais entre la procédure civile et la procédure criminelle.

(2) A Athènes, c'était le polémarque qui jugeait les étrangers. Les *ἐνοδίαται* dont parle Platon se retrouvent dans nombre de villes grecques.

(3) Dans le droit athénien les esclaves n'étaient également admis à déposer que dans les affaires de meurtre. Dans les autres ils étaient représentés par leurs maîtres; les mineurs l'étaient par leur *κύριος* et les femmes par leurs maris. Quand elles étaient admises en témoignage les juges, nous l'avons vu, n'étaient pas tenus de faire état de leurs déclarations.

« Lorsqu'il résultera d'un jugement que les dépositions qui ont entraîné le gain du procès sont fausses, la sentence rendue sur la base de ces dépositions sera annulée s'il est établi que plus de la moitié des témoins ont menti ; même si leurs dépositions n'ont pas influé sur la décision, le procès sera instruit et jugé de nouveau, et l'on s'en tiendra à ce second jugement quel qu'il soit (1). » (XI 479).

« Celui qui voudra faire des perquisitions dans la maison d'autrui y entrera nu, ou en simple tunique et sans ceinture après avoir pris les dieux à témoin qu'il espère y trouver ce qu'il a perdu. On sera tenu de lui ouvrir sa maison et de lui permettre de regarder même dans les endroits clos. Celui qui s'opposerait à la perquisition, pourra être cité en justice et condamné au double de la valeur de l'objet recherché. Si le maître de la maison est absent, ses gens laisseront la liberté de visiter tout ce qui n'est point scellé ; et le chercheur mettra son propre sceau sur tout ce qui l'est, commettant quelqu'un de son choix pour le garder pendant cinq jours. Si l'absence du maître dure plus longtemps, il se fera assister des astynomes et perquisitionnera, après avoir enlevé les cachets en leur présence ; ensuite il les remettra devant eux et les gens de la maison (2). » (XII 489).

(1) Les effets de l'action en faux témoignage étaient à Athènes, ceux d'une requête civile ; en matière de nationalité ou de succession le premier jugement était annulé.

2) C'est la loi athénienne.

« A mesure que les procès qui se présentent dans le cours de l'année seront terminés (1), voici les règlements qu'il faudra suivre : d'abord le tribunal qui aura prononcé livrera en gage à la partie gagnante tous les biens de l'adversaire sauf le fonds inaliénable et ce qui s'y rattache ; cette formalité sera exécutée aussitôt après le jugement par un héraut, en présence des magistrats. Si dans le mois qui suit la sentence (2), la partie perdante n'a pas satisfait l'autre, le tribunal qui a connu de l'affaire abandonnera au gagnant tous les biens de son adversaire. Si ces biens ne suffisent pas et sont inférieurs d'au moins une drachme à la somme due, le condamné est privé du droit d'agir en justice tant qu'il ne se sera pas libéré (3). » (XII 491).

« Si le débiteur public condamné refuse de verser l'amende, des fonctionnaires spéciaux l'y contraindront par voie de saisie. S'il s'obstine à ne pas payer, les objets saisis seront mis en vente au profit du trésor public. Si

(1) Doit-on voir dans ce passage la preuve que Platon crée une session annuelle après la clôture de laquelle seulement les jugements sont exécutés ? Nous ne le croyons pas. A Athènes, il est vrai, les affaires commerciales étaient jugées seulement pendant les six mois d'hiver. Chacune ne devait pas durer plus de trente jours.

(2) M. Dareste traduit autrement, et croit qu'il s'agit du mois qui suit la fin de la session.

(3) C'est la loi de Solon, mais bien adoucie. Dans toute la Grèce les débiteurs, surtout ceux de l'Etat, étaient traités plus sévèrement et pouvaient être réduits en esclavage.

Les dispositions que nous venons de traduire sont suivies d'une autre que M. Dareste interprète ainsi : Si le débiteur résiste à l'exécution il est traduit devant le tribunal des gardiens des lois, et condamné à mort. On a vu plus haut, que nous avons expliqué ce passage autrement.

une punition plus grande était nécessaire, on obligera les récalcitrants à comparaître en justice et on leur imposera une amende jusqu'à ce qu'ils se soient soumis (1). » (XII 486).

Platon ajoute: « Il y aurait mille autres petits règlements à faire sur la manière de rendre la justice, sur la nature des actions, sur les assignations à comparaître, sur ceux qui portent ces assignations, sur leur nombre qui peut être fixé à deux ou plus, et sur d'autres détails de ce genre qu'il n'est pas permis de négliger mais qui sont au-dessous d'un législateur de mon âge. » (VIII 415).

Ainsi notre juriste a terminé sa tâche, après avoir légiféré en toutes matières.

Grâce à lui nous possédons un tableau d'ensemble du droit de la Grèce ancienne. Il nous a peint cette constitution démocratique, si artificielle par endroits, dont la réalisation n'était possible que dans un pays faiblement peuplé et débarrassé des soucis de l'existence matérielle.

Mais Platon a fait mieux que reproduire, il a créé. Nous avons pu apprécier avec quelle hauteur de vues il avait envisagé le rôle du législateur. A vrai dire, il n'a pas su se

(1) C'est bien la preuve que Platon ne veut pas condamner à mort le débiteur qui résiste à l'exécution.

La loi athénienne était plus rigoureuse; l'atimie était la conséquence de toute condamnation prononcée au profit de l'Etat. Le condamné était soumis à la contrainte par corps s'il ne fournissait pas caution. Au bout d'un certain délai la somme due était doublée et tous les biens du redevable confisqués.

libérer complètement de l'ambiance où il vivait. Il n'a pas déduit toutes les conséquences des idées philosophiques qu'il avait si heureusement dégagées. L'esclavage ne le révolte point. La liberté de conscience lui est inconnue. Mais cette discipline absolue qu'il impose à tous, si elle heurte les tendances naturelles de l'Homme, fait partie d'un système d'une pureté incomparable où la morale se confond avec le Droit. Platon, sûr de l'inspiration divine qui l'anime, veut réglementer l'Humanité à l'image d'un monastère. S'il s'est trompé, on ne pouvait se tromper plus noblement. Malgré cette rigidité de doctrine, les corrections qu'il fait aux lois en vigueur sont toutes inspirées par un grand esprit d'équité et de modération. On peut lui contester le titre de jurisconsulte, mais il n'en reste pas moins que le droit civil comme le droit criminel lui doivent l'affirmation de principes qui ont maintenant leur place à la base de toute législation.

Vu par le Président de la Thèse,

Paris, 12 avril 1923 :

E. CHENON.

Vu : Le Doyen :

TH. BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

Platonis opera ex recensione C. E. Ch. Schneideri,
MDCCCC, Firmin-Didot, éditeurs.

Les Lois, de Platon, traduction de Grou, revue et corrigée par Amédée Saisset, 1863, Charpentier, éditeur.

BEAUCHET : *Histoire du droit privé de la République Athénienne* (1897).

DARESTE : *La Science du Droit en Grèce* (1893), Larose et Forcel, éditeurs.

JEANNET : *Les institutions sociales en droit civil à Sparte*, 2^e édition, 1880.

THONISSEN : *Le droit pénal de la République athénienne*, 1875.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	5
CHAPITRE I. — <i>Platon.</i>	
<i>Les Dialogues des Lois</i>	9
II. — <i>L'organisation judiciaire</i>	13
<i>La Loi</i>	16
III. — <i>Citoyens</i>	19
<i>Etrangers</i>	21
<i>Esclaves</i>	22
IV. — <i>Le Mariage.</i>	
La famille. — Age des époux.	
— Célibat. — Mariage forcé. —	
Dot. — Surveillance des époux.	
— Divorce. — Remariage.	
A. dans les <i>Lois</i>	24
B. en Grèce	29
V. — <i>Les Enfants.</i>	
Etat civil. — Education. —	
Puissance paternelle. — Renie-	

ment. — Adoption. — Respect
filial. — Enfants naturels. —
Tutelle.

A. dans les *Lois* 32

B. en Grèce 36

VI. — *Les Biens.*

La propriété. — Le lot de
terres. — Les quatre échelons
du cens. — Les monnaies. —
Les fruits. — Les servitudes. —
Prescription. — Acquisition. —
Revendication 38

VII. — *Les Obligations.*

Causes d'inexécution. —
La vente; règlements des mar-
chés; garantie. — Le louage
d'ouvrage. — Le prêt. — Le
cautionnement. — Obligations
délictuelles. — Abandon noxal. 45

VIII. — *Les Successions.*

Restrictions à la liberté testa-
mentaire. — Cas divers. — Suc-
cession des bannis 52
Système pratiqué en Grèce.. 55

IX. — *Droit criminel.*

Principes. — But de la peine.
— Personnalité des peines. —
Diverses sortes de peines..... 58

	Pages
Dommages à la propriété..	100
Chasse et pêche	102
Réglementation de la pro- priété	102
Interdiction du commerce; réglementation des marchés; prix normal; spéculation illi- cite; falsifications	104
Mendicité. — Ivresse. — Usa- ge du vin. — Festins de noces.	106
Funérailles	108
 <i>X. — La Procédure.</i>	
Les différents degrés de juri- dictions; organisations des au- diences	109
Perquisitions	115
Exécution des jugements ..	115
CONCLUSION	117



